

Syndicalisme

HEBDOMADAIRE

C.F.T.C.

N° spécial de «Syndicalisme» N° 1279 A - Février 1970



planification démocratique et autogestion

4-17



35^e congrès confédéral
Issy-les-Moulineaux
du 6 au 10 mai 1970

Sommaire

1^{re} PARTIE : LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE

I. - LE CONSTAT

- ① — au niveau de la répartition ; inégalité des revenus 5
- ② — au niveau du type de société : une production axée sur la consommation individuelle 6
- ③ — au niveau de l'organisation des pouvoirs : centralisation et domination d'une classe dirigeante. 7

II. - DU CONSTAT A L'ANALYSE

- ① — la dynamique du capitalisme 8
- ② — l'organisation anti - démocratique des pouvoirs, la répartition inégale des revenus et le développement d'une société de consommation individuelle sont liés. 10
 - hiérarchie des revenus et société de consommation 10
 - société de consommation et pouvoir économique 11
- ③ — le fonctionnement du système s'appuie sur des institutions et une idéologie. 12
 - l'Etat 12
 - institutions internationales 13
 - groupes de pression internationaux 13
 - idéologie 14

III. - CONCLUSION 15

2^{me} PARTIE : PERSPECTIVES

- Introduction 17
- ① — Inventaire des besoins fondamentaux 19
- ② — Utilisation de cet inventaire pour choisir démocratiquement les priorités retenues et modifier le modèle de Société. 21
- ③ — Socialisme démocratique et auto-gestion supposent la décentralisation des capacités de choix au plan régional et au plan des entreprises. 22
- ④ — L'Europe libérale : un handicap pour la construction du socialisme démocratique. 26

3^{me} PARTIE : LA STRATÉGIE

- ① — Objectifs intermédiaires et rapport des forces. 27
- ② — Les terrains de lutte 29
- ③ — Dans un autre rapport des forces, des objectifs intermédiaires. 32
- ④ **CONCLUSION** 34

Ce rapport est un travail d'équipe

Dans une première phase, avant et immédiatement après Mai 1968, y ont collaboré au niveau d'une réflexion collective :

Outre les membres du Secteur Economique :

- Richard LANFRANCHI, Fédération Générale de l'Agriculture
- Maurice LUNEAU, Fédération Electricité et Gaz de France
- Paul VIGNAUX, Syndicat Général de l'Education Nationale

La poursuite des travaux et la rédaction du Rapport ont été assurées, sous leur responsabilité, par :

- René BONETY, Secteur Economique
- Bruno DASSETTO, B.R.A.E.C.
- Marcel GONIN, Secteur Economique
- Jean-Pierre OPPENHEIM, Secteur Economique
- Pierre ROSANVALLON, Secteur Economique
- Jacques SIMON, Secteur Economique

Janvier 1970

La responsabilité du Groupe
a été confiée à
René BONETY
Membre du Bureau Confédéral,
Responsable du Secteur Economique

Ce document constitue
une annexe au Rapport

« Perspectives et stratégie »

Introduction

LE présent Rapport résulte d'un travail collectif de rédaction au niveau du Secteur Economique Confédéral.

De larges emprunts ont été faits aux positions élaborées par la Confédération depuis de nombreuses années, positions souvent confrontées aux feux de l'action quotidienne, c'est le cas de la planification notamment.

Cette confrontation a progressivement enrichi notre pensée et permis, sur de nombreux points, l'apport de précisions nouvelles, d'autant que l'évolution du contexte de notre action a été considérable.

S'il y a une apparente contradiction entre le caractère radical de la critique faite au capitalisme et la pratique syndicale quotidienne auxquels sont contraints les syndicats dans leur action, c'est que celle-ci s'exerce dans le cadre de l'économie capitaliste et qu'elle est contrainte d'améliorer en permanence le sort des travailleurs.

La construction d'un socialisme démocratique exige une critique radicale du capitalisme. Elle appelle également une stratégie qui aide les militants à élargir leur critique sociale du capitalisme à une critique économique et politique.

C'est dans la mesure où notre stratégie syndicale est élaborée et partagée par tous les militants que les luttes quotidiennes peuvent s'insérer naturellement dans une lutte à plus long terme. Les risques d'intégration, provoqués par les apparents délices de la société de consommation, sont alors limités, car, en améliorant aujourd'hui le sort des travailleurs, les militants ont la conviction qu'ils n'ont pas résolu définitivement le problème que pose l'action du syndicalisme, à plus forte raison si les succès revendicatifs ne sont que des succès matériels n'entamant pas le pouvoir économique actuel.

Tel qu'il se présente, ce Rapport n'a d'autre prétention que de constituer les « éléments de réflexion » indispensables aux aspects économiques et européens de la recherche confédérale.

1

La société capitaliste

LE CONSTAT

① Au niveau de la répartition : l'inégalité des revenus

Les inégalités de revenus ne sont qu'un aspect des disparités qui caractérisent notre société ; ce sont cependant celles sur lesquelles nous devons nous pencher prioritairement dans la mesure où elles conditionnent pour une bonne partie les autres disparités (1).

Cette répartition très inégale du « gâteau national » a deux aspects :

• L'ÉCART EXISTANT ENTRE LES DIFFÉRENTS REVENUS

La hiérarchie des salaires, qui va souvent de 1 à 30 entre un OS et le PDG, n'est que l'un des aspects de cette égalité. Une partie des non-salariés, qui représentent environ le quart de la population active — c'est-à-dire des personnes exerçant un emploi rémunéré — disposent en effet souvent de très hauts revenus (industriels, professions libérales, gros commerçants...), alors que quelques-uns vivent difficilement (petits agriculteurs, artisans...).

Cette disparité des revenus tend de plus en plus à s'accroître. C'est en particulier le cas pour les salariés (2) : depuis 1956, le salaire des cadres a augmenté de 21 % de plus que celui des ouvriers.

La France a ainsi le triste privilège de battre le record des disparités parmi les pays industrialisés. Une importante hiérarchie des revenus existe en effet également en Allemagne, Grande-Bretagne, Suède, mais cela ne prend pas les proportions propres à notre pays.

• LES INÉGALITÉS FRAPPANT CERTAINES CATÉGORIES DE TRAVAILLEURS

Les femmes, les jeunes, les travailleurs immigrés sont souvent victimes d'importantes discriminations.

(1) — Pour une analyse détaillée de ce problème des inégalités dans notre Société, se reporter au rapport « Lutte contre les inégalités ».

(2) — D'après une enquête du Ministère du Travail.

Pour un même travail, les salaires versés peuvent aller du simple au double selon les secteurs ou les entreprises. A l'intérieur même des entreprises, les salaires « à la tête du client » introduisent de profondes disparités entre les travailleurs d'une même catégorie.

Mais les inégalités de la répartition à l'intérieur d'un pays ne sont qu'un aspect de ce problème : une inégalité fondamentale existant entre les pays dits développés et les pays dominés et exploités du Tiers-Monde. Les disparités naturelles tenant aux conditions géographiques ou démographiques ne peuvent à elles seules expliquer ces inégalités. L'accroissement rapide de ce phénomène en est le signe.

Ce qui est grave, c'est que ces inégalités de revenus, et donc de conditions de vie, soient érigées en système, d'une part, et qu'elles aient tendance à s'accroître, d'autre part. Si l'égalitarisme absolu est une voie peu réaliste, du moins faut-il condamner les scandaleuses disparités existantes et leur accroissement actuel pour rechercher une répartition plus équitable.

Contrairement à l'opinion couramment émise, la ponction opérée par la fiscalité ne change pas profondément l'étendue des inégalités : le poids prédominant de la fiscalité indirecte (environ les 2/3 des impôts) ne permet que de faibles corrections.

② Au niveau du type de société : une production axée sur la consommation individuelle

Toute société dispose d'un certain nombre de ressources naturelles, techniques et humaines. **Toute société se définit et se juge par l'utilisation qu'elle fait de ses ressources.** Actuellement, le système d'allocation des ressources tend à privilégier les formes de consommation privée. Le modèle de production et de consommation américain s'impose partout, influençant même le développement des pays de l'Est (le but de M. Kroutchev n'était-il pas de battre les Américains sur leur propre terrain ?) Ceci aboutit à de graves contradictions au niveau de la satisfaction des besoins :

- Les Etats-Unis battent tous les records de consommation de voitures, télévisions, appareils électroménagers, alors que le problème des villes est, dans bien des cas, très mal réglé (taudis, pollution atmosphérique...). Chaque Français se voit sollicité par l'achat d'une masse de produits de beauté quand les 2/3 des logements manquent de l'équipement sanitaire de base ;

- La contradiction apparaît dans toute son ampleur dans les pays du Tiers-Monde : l'Indien de Bolivie sous-alimenté et vivant dans des conditions d'hygiène et de logement déplorables possède parfois un transistor et boit des sodas américains !

Notre système économique apparaît ainsi comme complètement déséquilibré au niveau de la priorité des besoins à satisfaire.

- **LA PRODUCTION OCCUPE LA PLACE CENTRALE DE NOTRE SOCIÉTÉ** et les dieux modernes ont pour noms : « taux de croissance », « produit national brut » et « développement technique ». La technique domine et la nécessité pour l'homme de se plier et de s'adapter à l'outil n'est jamais remise en cause. Loin d'être l'instrument de libération qu'elle pourrait représenter, la technique concourt trop souvent à l'asservissement du travailleur. Là encore le décalage entre les possibilités techniques d'amélioration des conditions de travail et des conditions effectives de production est immense. L'effort scientifique est trop souvent axé sur la production de prestige ou la rentabilisation immédiate d'une entreprise au détriment de l'amélioration des conditions de vie et de travail.

- **LE DÉVELOPPEMENT TECHNIQUE A ENGENDRÉ UNE SOCIALISATION DE PLUS EN PLUS POUSSÉE DE LA SOCIÉTÉ :**

Le travail prend de plus en plus un aspect collectif, l'habitat se regroupe et se concentre dans les grands ensembles, les moyens de communications sociales permettent de prendre conscience de l'appartenance à un groupe. Le décalage entre les besoins collectifs ainsi créés et la structure individuelle de la consom-

mation apparaît grandissant. Face à ces besoins nouveaux, il n'y a pas de confrontation entre les pouvoirs publics, les collectivités locales et les associations qui font construire les équipements collectifs et les groupes d'utilisateurs.

3 Au niveau de l'organisation des pouvoirs : Centralisation et domination d'une classe dirigeante

La démocratie bourgeoise s'était donné un certain nombre de **structures de décision politique** : c'est le cas du Parlement (Assemblée Nationale et Sénat). Le pouvoir d'une telle structure a bien diminué aujourd'hui, et sans être totalement privé de tout pouvoir de décision le Parlement ne joue cependant plus qu'un rôle de second ordre. Les vraies décisions se prennent ailleurs.

- L'insuffisante représentativité réelle des structures politiques ont nécessité la création d'organismes de consultation où les catégories socio-professionnelles seraient représentées. C'est le cas, notamment, du Conseil Economique et Social, créé en 1946. Mais cet organisme a été peu à peu ramené à un rôle marginal depuis 1958 ; il en est de même pour les CODER mises en place par le pouvoir gaulliste.

- De même que le pouvoir politique est sensé appartenir au Parlement, **le pouvoir économique est sensé provenir des individus**. La vie des entreprises est souvent décrite comme dépendant de leurs possibilités de vente (donc du consommateur) et de leurs possibilités de financement (donc de l'épargnant). Cette imagerie du consommateur supposé être « roi » et de l'épargnant, source de la prospérité économique, relève du mythe ou de l'incantation justificatrice. Celui qui achète un produit ou place de l'argent à la Caisse d'Epargne n'a, en effet, jamais eu l'occasion de voir qu'il détenait un pouvoir économique et à plus forte raison de l'exercer !

• MAIS AUJOURD'HUI LE POUVOIR N'EST PLUS LA OU IL ÉTAIT SUPPOSÉ ÊTRE.

Qui décide aujourd'hui de ce que nous produisons, des orientations de politique économique ? Cette séparation du pouvoir économique et du pouvoir politique a-t-elle toujours un sens ?

Ces questions sont primordiales et pourtant elles laissent perplexes. L'analyse se perd entre la personnalisation du pouvoir dans la domination de 200 familles ou de quelques monopoles où sa désintégration dans des schémas anonymes et complexes où l'État et les entreprises sont fortement imbriqués.

Notre Société étant dominée par la vie économique, ce sont les entreprises qui se trouvent ainsi au centre des pouvoirs de décision.

La concentration des entreprises et des banques, l'édification de véritables empires industriels et financiers ont mis ce pouvoir dans un nombre très réduit de mains.

L'importance de l'État n'a, d'autre part, cessé de croître ; ses moyens d'intervention sont nombreux : pouvoir réglementaire, fiscalité, crédit, contrôle des entreprises publiques et nationalisées, dépenses budgétaires, etc... Ces possibilités d'intervention sont le plus souvent utilisées en faveur des entreprises et elles ne font que consolider l'emprise capitaliste. Les relations entre l'État et les grandes entreprises sont cependant complexes : elles sont souvent de complicité sans être toujours de subordination, parfois d'arbitrage, mais rarement d'autorité. L'évolution très lente des structures industrielles et commerciales françaises contraint en effet l'État à tenir compte de la présence des petites et moyennes entreprises, ainsi que des commerçants qui composent une masse électorale non négligeable.

Globalement, et c'est ce qui importe, il y a une communauté idéologique profonde entre les représentants de l'État et les tenants du capitalisme. La facilité avec laquelle les dirigeants évoluent du secteur privé au secteur public ou aux cabinets ministériels et vice versa, illustre bien la réalité de cette communauté

idéologique. Même s'il est impossible de dresser une liste nominative des véritables détenteurs du pouvoir, on peut reconnaître, malgré l'imprécision de ses contours, l'existence d'une classe dirigeante dont le réseau des pouvoirs englobe l'Etat et les entreprises. **Ce qui reste un fait, c'est que le contrôle de la vie économique échappe à la majorité de ses acteurs.**

Une classe dirigeante et la logique du fonctionnement du système choisissent pour la grande masse. A aucun niveau, les travailleurs ou les consommateurs n'ont de possibilité de choix ou de contrôle; on choisit pour eux ou ils sont choisis.

• Le fonctionnement de la société et de ses réseaux de pouvoir dépasse souvent le cadre national. La pesanteur du mode de développement américain, la croissance des firmes multinationales, le pouvoir de pression des puissances dominantes font apparaître la fragilité du thème de **l'indépendance nationale**.

Les choix fondamentaux qui façonnent notre mode de vie et notre type de société sont en effet dans la logique du fonctionnement d'un système qui n'a ni patrie, ni frontières prédéterminées (la spéculation internationale en ayant été récemment un signe éclatant).

II. DU CONSTAT A L'ANALYSE

Au niveau de la description, nous avons constaté la dimension internationale des problèmes soulevés. Cette répétition des phénomènes doit nous amener à nous demander le pourquoi des constatations faites. Ce que l'on peut dénoncer comme injuste au niveau de la répartition, **déséquilibré** au niveau de la priorité de satisfaction des besoins, **anti-démocratique** au niveau des formes d'exercice du pouvoir, ne peut s'interpréter comme autant de « défauts » d'une Société particulière. Au-delà de la dénonciation, il nous faut comprendre, expliquer le fonctionnement d'un système économique. **Il nous faut décrire et expliquer la situation constatée comme cohérente et logique par rapport aux critères de fonctionnement et de développement de la Société actuelle.**

1

La dynamique du capitalisme

• **La finalité du système reste l'accumulation du capital.** La production, de **moyen** pour répondre à des besoins qu'elle est, est devenue la **finalité** du capitalisme. Il s'agit là d'une véritable perversion de la vie économique.

« Agent fanatique de l'accumulation, il (le capitalisme) force les hommes, sans trêve ni merci, à produire pour produire » disait déjà Marx au XIX^e siècle. Cette logique de l'accumulation implique de ne prendre en considération que ce qui a une expression monétaire, ce qui est argent. C'est l'argent et non la production de valeurs d'usages (c'est-à-dire de biens utiles répondant à un besoin) qui domine et oriente la vie économique. Ceci fera dire à Raoul CASTRO, critiquant le capitalisme : « Nous refusons d'ériger un autel au dieu argent et de déposer à ses pieds la conscience des hommes ».

• Mais pourquoi cette finalité, comment un tel renversement de perspectives a-t-il pu avoir lieu ?

On ne peut comprendre le capitalisme, si on l'explique d'une façon purement économique, sans parler des capitalistes, possesseurs des moyens de production et d'échange. Pour un capitaliste, propriétaire de moyens de production peu importe l'utilité sociale de ce qu'il produit ; ce qui compte, c'est que l'activité productrice lui permet, par l'exploitation des travailleurs, de s'enrichir. Pour lui, l'activité productrice ou commerciale est un but, car elle est source de profit. Cette appropriation privée des moyens de production et d'échange est donc le fondement de tout système capitaliste.

Le capitalisme a cependant évolué, la propriété d'Etat (entreprises publiques et nationalisées) est importante, la propriété des grandes entreprises est souvent partagée entre un grand nombre d'actionnaires. Le pouvoir économique n'appartient plus toujours au propriétaire, bon nombre de grandes entreprises sont aujourd'hui dirigées par des hommes qui n'en sont pas les possédants.

Si notre Société continue pourtant à se développer selon la logique du capitalisme, c'est parce que **globalement** une classe dirigeante détient le pouvoir et la propriété. Un P.D.G., même s'il n'est pas capitaliste au sens strict du terme, a tout autant intérêt au maintien de ce système qui lui assure pouvoir et hauts revenus, que le petit entrepreneur propriétaire de son usine. Le titre de propriété n'est rien s'il ne donne le pouvoir et l'assurance de revenus élevés. Il faut dépasser la vision juridique et formelle de la propriété en s'attaquant à ses attributs.

- **Il était donc logique qu'une telle économie marchande, poursuivant l'accumulation du capital, ait érigé le profit en valeur suprême.**

Le profit est, en effet, le moyen de l'accumulation (il permet d'investir) et sa conséquence (le profit est fonction du capital investi et accumulé). M. Bercot, chantre du libéralisme le plus effréné, peut ainsi déclarer que « le profit ne permet pas à l'homme de s'habituer à l'indulgence et à la mollesse. Et la vie entière de la nation est menée par ce système sans trêve, qui ne cède à aucune tentation de relâchement ».

A une efficacité globale nécessaire qui est de l'ordre du moyen, la logique capitaliste du profit substitue des finalités partielles globalement discutables ou incohérentes. Le profit, instrument de mesure d'ailleurs contestable de l'efficacité, devient ainsi fin suprême, guide trompeur de toute activité humaine.

- **Il est, par ailleurs, important de remarquer que les nécessités du développement capitaliste ne sont pas liées au cadre national.**

Dans bien des cas, les entreprises ont été amenées à se lancer à la conquête des marchés extérieurs, quand le marché intérieur était saturé, et à exploiter à bas prix les matières premières que possèdent les pays du Tiers Monde. Là encore il est flagrant que l'entreprise capitaliste ne poursuit d'autre but que la recherche de son propre intérêt au mépris de tout développement équilibré. Là où nous parlons de collectivités, de peuples, le capitalisme ne peut que traduire marché ou richesses à exploiter. Là où nous parlons d'hommes, le capitalisme ne peut que comprendre force de travail disponible ou consommateur à attirer. Le développement des firmes multinationales (dont on estime qu'elles réaliseront 50 % de la production des pays capitalistes en 1985), est le signe de cet éclatement des frontières nécessaire au fonctionnement capitaliste. Là où nous voudrions voir les possibilités de développer une solidarité internationale effective, le capitalisme ne peut parler que de compétition, conquête et exploitation.

- **Le fonctionnement du système s'appuie sur la concurrence.**

Celle-ci ne prend cependant plus, ou de moins en moins, la forme de guerre des prix. Les grands groupes sont en effet dominants aujourd'hui et ils préfèrent souvent conclure des ententes plutôt que d'entamer de ruineuses batailles de prix. La concurrence se fait aujourd'hui de plus en plus par la diversification et la spécification des produits, dont les prix ne sont plus toujours comparables puisque chaque produit est vanté comme unique. La conséquence de ce régime a été la concentration de plus en plus poussée au niveau national et international ; cette concentration et cette spécialisation ont engendré une véritable **division internationale du travail** : chaque pays ne peut produire tous les biens dont il a besoin et doit se spécialiser et, pour certaines productions, devenir dépendant d'autres pays. Mais cette division internationale du travail ne s'est pas faite, et n'a pu se faire, dans un souci d'équilibre et de complémentarité des différentes productions nationales ; elle s'est faite conformément à la logique et aux intérêts des grands groupes industriels et financiers qui utilisent dans chaque pays ce qu'il y a de plus avantageux (matières premières, mains d'oeuvre, facilités fiscales...). La réalité des relations économiques internationales ne peut donc être autre que celle de la compétition, de la domination ou de l'exploitation.

Les mots de coopération et de développement ne sont souvent qu'une justification destinée à masquer une réalité plus crue et plus sordide. Cette « mauvaise conscience » du capitalisme amène ainsi certaines firmes américaines à verser des fonds pour la lutte contre la pauvreté... après avoir bâti leur fortune sur elle.

La logique du marché commun, curieusement baptisé « communauté », s'inscrit dans ce contexte de concurrence. Il marque le renforcement de la concurrence des grandes firmes et non, comme on le prétend facilement, l'avènement de

rapports économiques plus équilibrés. Marché envié des firmes américaines qui y poursuivent leur lutte pour l'hégémonie commencée aux U.S.A., l'Europe est aujourd'hui au coeur des rivalités capitalistes les plus âpres.

La France, soumise en partie à la domination américaine et exploitant de son côté bon nombre de pays africains, se trouve ainsi dans une position charnière qui devrait nous permettre de prendre conscience plus facilement des rapports internationaux impérialistes que le capitalisme a engendrés.

2 L'organisation anti-démocratique des pouvoirs, la répartition inégale des revenus et le développement d'une société de consommation individuelle sont liés.

a) — HIÉRARCHIE DES REVENUS ET SOCIÉTÉS DE CONSOMMATION.

- Les disparités de niveau de vie ne sont pas l'apanage des régimes capitalistes, bien des sociétés précapitalistes ayant fonctionné sur le principe d'une société hiérarchisée (privilèges qu'a abolis la révolution de 1789). A une organisation sociale fondée sur le principe de privilèges religieux ou héréditaires, le capitalisme a substitué une domination sociale fondée sur des critères économiques. Ce qui était la conséquence d'une domination politique est devenu le principe même d'organisation sociale.

- Si la hiérarchie des revenus est une nécessité sociale (assurer la domination d'une classe dirigeante), elle est aussi une nécessité économique du capitalisme. Le développement de la production, fondé sur la perspective d'une consommation individuelle de masse, nécessite l'existence de groupes sociaux qui soient les leaders du mode de vie consommatoire. Tout le développement de la consommation repose sur un effet d'imitation : le mode de vie des plus favorisés est mis en vedette par la publicité et les moyens de propagande pour créer les besoins identiques dans l'ensemble de la population. La jeunesse, devant laquelle on fait miroiter une mode et des idoles, fait souvent figure de victime de cette exploitation commerciale.

Une certaine image du bonheur est ainsi répandue et imposée à tous sans qu'ils puissent librement en décider.

La structure actuelle des revenus favorise ainsi le développement d'une production fondée sur la séduction qu'opère une classe privilégiée et non sur la production pour tous les biens les plus utiles.

- **Mais pour le capitalisme, les besoins d'une personne n'existent pas, seul son porte-monnaie compte.** La seule variable dont les entreprises tiennent compte pour leurs prévisions de production est en effet la demande solvable des individus (les revenus dont ils disposent) et non la demande réelle (les besoins qu'ils ressentent).

Les besoins individuels satisfaits par les équipements collectifs, qui sont immenses et que la socialisation de la société développe, ne peuvent ainsi être satisfaits, sauf lorsque l'Etat ou les collectivités locales interviennent. Le garde-fou que constituent ces dépenses collectives reste cependant insuffisant et limité. Les entreprises ne peuvent, en effet, accepter de voir une partie grandissante de la production qui serait détournée de l'économie de marché ; la tendance actuelle à la débudgétisation et à la dénationalisation, la limitation des dépenses publiques consacrées aux investissements collectifs en sont aujourd'hui le signe. Le capitalisme proclame sa capacité à faire ce que la collectivité fait et à le faire mieux (autoroutes, téléphone, logements), mais il ne peut dire, et pour cause, si tous en profiteront. Profit et puissance obligent !

- **La tendance permanente à la saturation des marchés nécessite des efforts de plus en plus importants pour « pousser » à la consommation.** Les dépenses commerciales, publicité en particulier, constituent souvent un gaspillage nécessaire au développement des entreprises. Le crédit à la consommation est devenu une institution qui fait payer (très cher) au consommateur son entrée dans un univers

auparavant inaccessible. Le paiement des traites finit par constituer la préoccupation centrale, ne laissant ni le temps de vivre, ni l'envie de contester. Ce qui aurait dû être un moyen au service du consommateur est devenu, par nécessité économique du système, un instrument de pression et d'oppression. L'usure des produits ou leur vieillissement (mode) est soigneusement planifié. Face à cette quantité d'énergie et de moyens dépensés ou gaspillés pour pousser à la consommation, l'insatisfaction des besoins collectifs élémentaires apparaît flagrante. Cette scandaleuse contradiction est une nécessité du capitalisme engendrée à la fois par la hiérarchie croissante des revenus — qui opère une séparation de plus en plus marquée entre demande solvable et demande réelle — et par l'économie de marché qui ne peut prendre en compte que ce qui a une rentabilité monétaire immédiate. Les logements surpeuplés peuvent ainsi tous être nantis de télévision, le possesseur d'une automobile peut manquer de la disposition des équipements sociaux et culturels élémentaires, le paysan brésilien sous-alimenté boira du coca-cola. Partout la Société de consommation exerce à son profit — c'est-à-dire à celui des grandes firmes — une véritable **dictature**, imposant le type de développement nécessaire à son fonctionnement. Il ne s'agit pas de juger moralement la structure actuelle de la consommation, mais de dénoncer le déséquilibre criant entre consommation individuelle et collective, inhérent à ce système.

b) — SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION ET POUVOIR ÉCONOMIQUE

Les grandes firmes dominent le marché à la fois par leur taille, les ententes qu'elles concluent entre elles et leurs possibilités de manipulation du consommateur. La « persuasion clandestine » dénoncée par Vance Packard (*) permet aux entreprises de biens de consommation de ne considérer les consommateurs que comme des masses statistiques relativement bien contrôlables.

Cette domination de la demande permet aux entreprises de s'assurer de confortables marges de profit (même si les marges commerciales et par conséquent les profits de la distribution restent élevés). Leur taux d'autofinancement c'est-à-dire la part de leurs investissements financée par des ressources internes — tend donc à s'accroître de façon importante. Les entreprises puissantes peuvent ainsi se développer plus rapidement que la moyenne, ce qui renforce leur suprématie. Ce processus concourt à accélérer la concentration du pouvoir économique entre les mains d'un nombre limité de groupes à l'échelon national et de plus en plus international. Le mécanisme de consolidation des grandes firmes et de leur autonomie croissante conduit à des déséquilibres globaux importants.

1 — Cela revient à ce qu'un nombre limité de firmes accaparent une part de plus en plus importante de l'épargne nationale, l'autofinancement n'étant qu'une épargne forcée. La part de l'épargne nationale qu'il est possible de consacrer aux investissements collectifs a donc tendance à diminuer relativement. N'ayant aucune prise sur cet aspect du fonctionnement des entreprises, l'Etat est en effet amené à réduire et comprimer son budget pour rétablir les grands équilibres. Toute cette mécanique développée dans les divers plans de redressement n'a pas d'autre but que de faire supporter à la collectivité les conséquences du fonctionnement néo-libéral de l'économie capitaliste. Ainsi, si le capital matériel n'est pas aujourd'hui considéré comme le facteur le plus rare, les mécanismes d'appropriation des moyens de financement engendrent, perpétuent et aggravent les déséquilibres constatés au niveau de la structure de la production.

2 — Au niveau de l'emploi, cela se traduit par le développement très rapide du tertiaire, dont une bonne partie participe à l'effort pour vendre. De plus en plus de travailleurs exercent ainsi une profession liée aux nécessités du développement

(*) Sociologue américain.

des grandes firmes, mais souvent dénuée de toute véritable signification sociale. La notion de travail socialement utile, c'est-à-dire de participation à la production de valeurs d'usage — de biens véritablement utiles à la collectivité — a ainsi perdu toute signification. A notre revendication classique de plein emploi quantitatif, il faut donc lier notre revendication pour un plein emploi qualitatif à l'image de la Société que nous désirons. Le capitalisme n'est pas seulement incapable d'assurer du travail pour tous, il est aussi inapte à promouvoir une Société fondée sur les besoins.

3 — **Le gaspillage**, contrepartie nécessaire d'une certaine conception de la concurrence et de l'effort pour vendre, tend à se développer. Il se manifeste par des investissements de défense (ayant pour seul but de maintenir sa place dans la concurrence), une baisse volontaire de la qualité visant au remplacement prématuré des biens, enfin par les dépenses commerciales et principalement la publicité (qui représentent plus de dix fois le budget des affaires culturelles).

La publicité est, en effet, loin de ne répondre qu'à un souci d'information. Ce gaspillage est indispensable au fonctionnement du système actuel dans la mesure où il est un des supports essentiels de la Société de consommation qui, sans lui, s'effondrerait.

Cette consolidation du pouvoir des plus puissants, tandis que la masse est de moins en moins responsable et de plus en plus manipulée, ne peut donc qu'aggraver les déséquilibres actuels, qu'ils soient au niveau du type de consommation ou de l'inégale rapidité de développement des différents pays (à l'intérieur desquels les disparités dominent également).

3

Le fonctionnement du système s'appuie sur des institutions et une idéologie

La seule pression psychologique ne suffirait pas à expliquer le maintien du système actuel ; s'il n'avait d'autre appui, il y a fort à parier qu'il serait aujourd'hui supprimé.

Les forces sur lesquelles le système s'appuie sont de trois ordres : l'Etat, les Institutions internationales et une idéologie.

a) L'ETAT

Dans tous les pays capitalistes, l'Etat est indispensable à la survie du système pour plusieurs raisons :

- il a un **rôle répressif**, que celui-ci soit indirect (domaine législatif en particulier) ou direct (les forces de police). L'Etat est, de ce point de vue, le garant de « l'ordre social » actuel ;

- il a un **rôle de justification sociale**. Il prend partiellement en charge les déséquilibres les plus graves engendrés par le capitalisme, se comportant ainsi comme une « assistante sociale » du système. L'efficacité sociale des transferts qu'il effectue reste, en effet, bien loin de corriger les inégalités engendrées et perpétrées par la société actuelle. Il joue là le rôle d'un médecin qui soignerait les personnes les plus atteintes par une maladie sans s'attaquer au virus et aux moyens de le combattre ;

- il a un **rôle économique prépondérant**.

Le capitalisme laissé à lui-même ne pourrait éviter l'éclatement de graves crises économiques comme cela était le cas avant la deuxième guerre mondiale. A partir de ce moment, l'Etat a dû jouer un certain rôle économique (au niveau monétaire en particulier, mais également dans le domaine industriel) pour essayer de régulariser la croissance. Ce qui signifie en clair que nous connaissons moins de crises pour ne plus connaître que des récessions !

- Par l'importance de son **budget**, (qui représente environ 25 % du Produit National brut), l'Etat assure à de nombreuses entreprises des débouchés garantis. C'est le cas, en particulier, pour les dépenses d'armement (18 % du budget en

France. 50 % du budget fédéral aux Etats-Unis). Cette production militaire, qui est détruite en cas de guerre ou rapidement vieillie à cause du développement technologique, joue un rôle économique essentiel puisqu'elle n'est et ne peut être réellement consommée. Elle est l'exemple caricatural de cette production pour la production que nous dénoncions précédemment.

Cependant, dans la mesure où les dépenses publiques échappent à l'économie de marché, et donc au contrôle des entreprises privées, celles-ci souhaitent actuellement la réduction de ces dépenses à un niveau « raisonnable », ce qui veut dire pour elles la réduction des dépenses sociales et culturelles, mais pas la diminution des dépenses d'infrastructure ou la suppression des subventions dont les entreprises bénéficient largement.

- Il faut également mentionner la générosité aveugle des aides publiques aux entreprises privées qui ne sont souvent que des cadeaux déguisés.

- Dans son rôle de gestion économique, l'Etat adopte une attitude de plus en plus proche de celle du capitaliste : à une certaine gratuité des services publics, il désire substituer les services payants d'entreprises privées. Sa conception de la « vérité des coûts » n'est qu'un pudique habillage de ce mouvement qu'il cherche à favoriser.

- Si l'on examine les moyens d'intervention de l'Etat dans la vie économique, on est stupéfait de voir la « panoplie » économique dont il dispose : moyens réglementaires, fiscalité, crédit, recherche, politique industrielle (par le biais de toutes les entreprises publiques ou nationalisées).

Mais quel usage fait-il de ces moyens ? Force est de constater que l'Etat ne s'en sert que pour développer le système capitaliste ou en assurer la cohérence minimum. Par l'usage qu'il fait des moyens, réels, dont il dispose ou pourrait disposer, l'Etat montre son véritable visage qui est celui de complice et garant du désordre capitaliste établi.

b) LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

qu'elles soient monétaires (fonds monétaire international), financières (banque internationale pour la reconstruction et le développement), ou commerciales (GATT), ont pour fonction d'assurer la domination des pays les plus puissants et, en particulier, les Etats-Unis, sur le reste du monde. Elles constituent également les mécanismes de sécurité indispensables pour tenter de réguler l'économie mondiale. Les économies étant en effet de plus en plus ouvertes sur l'extérieur, les crises ou les récessions peuvent se répercuter rapidement dans les autres pays. Ces institutions sont donc à la fois l'instrument de domination des Etats-Unis sur les autres pays industriels, et des pays industriels sur les pays du Tiers Monde, et l'instrument de coordination nécessaire pour empêcher ou atténuer les risques de secousses économiques mondiales qui pourraient amener des mouvements politiques et sociaux « dangereux » (qu'ils soient révolutionnaires ou même fascistes, ce qui a été le cas après la crise de 1929).

c) LES GROUPES DE PRESSION INTERNATIONAUX

représentés par des cartels (celui du pétrole, par exemple) ou par des firmes multinationales, peuvent peser sur les décisions politiques ou économiques d'un pays. Leur action a souvent été efficace (Iran, Bolivie, Nicaragua...), même si elle a parfois été brisée (Cuba, Pérou et la Lybie peut-être). Seuls nous pouvons peu contre ces groupes, c'est pourquoi seul un syndicalisme qui a une dimension d'action internationale est aujourd'hui apte à vaincre le capitalisme. De même que les travailleurs d'une entreprise, dont les établissements sont éparpillés sur le territoire, peuvent peu de choses sans action commune, les travailleurs des différents pays risquent de rester impuissants s'ils ne coordonnent pas leurs efforts. Notre syndicalisme doit trouver les formes d'action propres à mettre en échec le capitalisme, quelles que soient les formes qu'il prenne.

d) L'IDÉOLOGIE

Les moyens de pression économique ou politique ne peuvent assurer la cohérence d'un système, à moins qu'il soit de type purement dictatorial. Toute société de forme démocratique, entendu au sens le plus élémentaire, c'est-à-dire où le pouvoir politique provient d'élections libres a besoin de justifier, de légitimer son fonctionnement, de lui donner l'apparence du droit et de la justice. C'est le rôle de l'idéologie que de constituer cette justification et cette légitimation.

1 — L'idéologie dominante actuelle

Notre société se réfère constamment à des valeurs morales (la liberté, la démocratie...), à des moyens propres à développer ces valeurs (efficacité, autorité, concurrence, ordre) et à des contraintes techniques hors desquelles on ne peut agir (profit, compétitivité). Elle proclame des idéaux peu contestables et s'appuie sur des moyens qui le sont totalement.

On ne peut pourtant séparer la fin des moyens et déclarer que tout débat politique ou économique est de l'ordre du moyen.

L'emploi de certains moyens finit, en effet, par modeler et définir des critères de fonctionnement sinon une finalité de notre société.

L'ordre, l'autorité, la concurrence, la loi du profit modèlent les choix de notre société, son orientation. Une société se juge sur les choix qu'elle opère. A partir du moment où des valeurs auxquelles on se réfère restent abstraitement accrochées dans le ciel des déclarations d'intention, sans modifier les critères de fonctionnement et de choix de la vie économique, elles finissent par perdre toute substance. On ne peut se déclarer partisan d'une nouvelle société plus juste, où les hommes puissent être libres et responsables, quand la loi du profit, la conception actuelle de l'autorité règnent en maîtres.

L'idéologie dominante actuelle vise à présenter toutes les attaques contre la société actuelle comme dépassées. Dépassés les conflits, la lutte de classes est un mythe, dépassé le socialisme, un seul modèle de société est aujourd'hui possible. Les opposants aux systèmes sont ainsi assimilés aux anciens, aux rêveurs rétrogrades face aux partisans du progrès.

Nous devons dénoncer ces deux traits caractéristiques de l'idéologie capitaliste actuelle :

- Le débat ne se situe pas aux niveaux des moyens. C'est le type de société façonné par les critères de choix capitaliste que nous remettons en cause. Nous ne renonçons pas pour autant à toute efficacité économique, bien au contraire, nous voulons lui donner un sens plus large visant une véritable efficacité sociale dont le profit ne saurait être le seul critère.
- Nous rejetons cette façon de masquer les conflits qui prétend nous imposer un type de société unique. Nous affirmons que l'instauration d'un Socialisme démocratique est un véritable débat à l'ordre du jour.

2 — Les moyens de diffusion de l'idéologie

Pour qu'une idéologie soit prédominante, il faut qu'elle soit abondamment diffusée. Les moyens de diffusion sont de deux ordres :

- **Les moyens d'information et de culture** (presse, radio, cinéma, télévision) : dans leur grande majorité, ils sont contrôlés par des capitalistes (c'est le cas d'une partie de la presse, du cinéma, des radios périphériques), ou par l'Etat. Mais qu'ils soient contrôlés par l'Etat ou par des groupes privés, ce qu'ils diffusent est souvent du même ordre et tend le plus souvent à la consolidation de l'ordre établi, à l'évacuation des vrais problèmes. En ce sens, les moyens d'information et de culture sont à la fois le reflet et le ciment de la société actuelle.
- **Les moyens d'éducation** (Université, Ecoles principalement) : entre leur but de formation professionnelle à un appareil de production donné — but qui n'est d'ailleurs que partiellement atteint — ils sont souvent davantage le moyen d'« intégrer » les individus à la société actuelle que le lieu d'acquisition d'une véritable culture, c'est-à-dire d'une réflexion idéologique sur l'homme et la société.

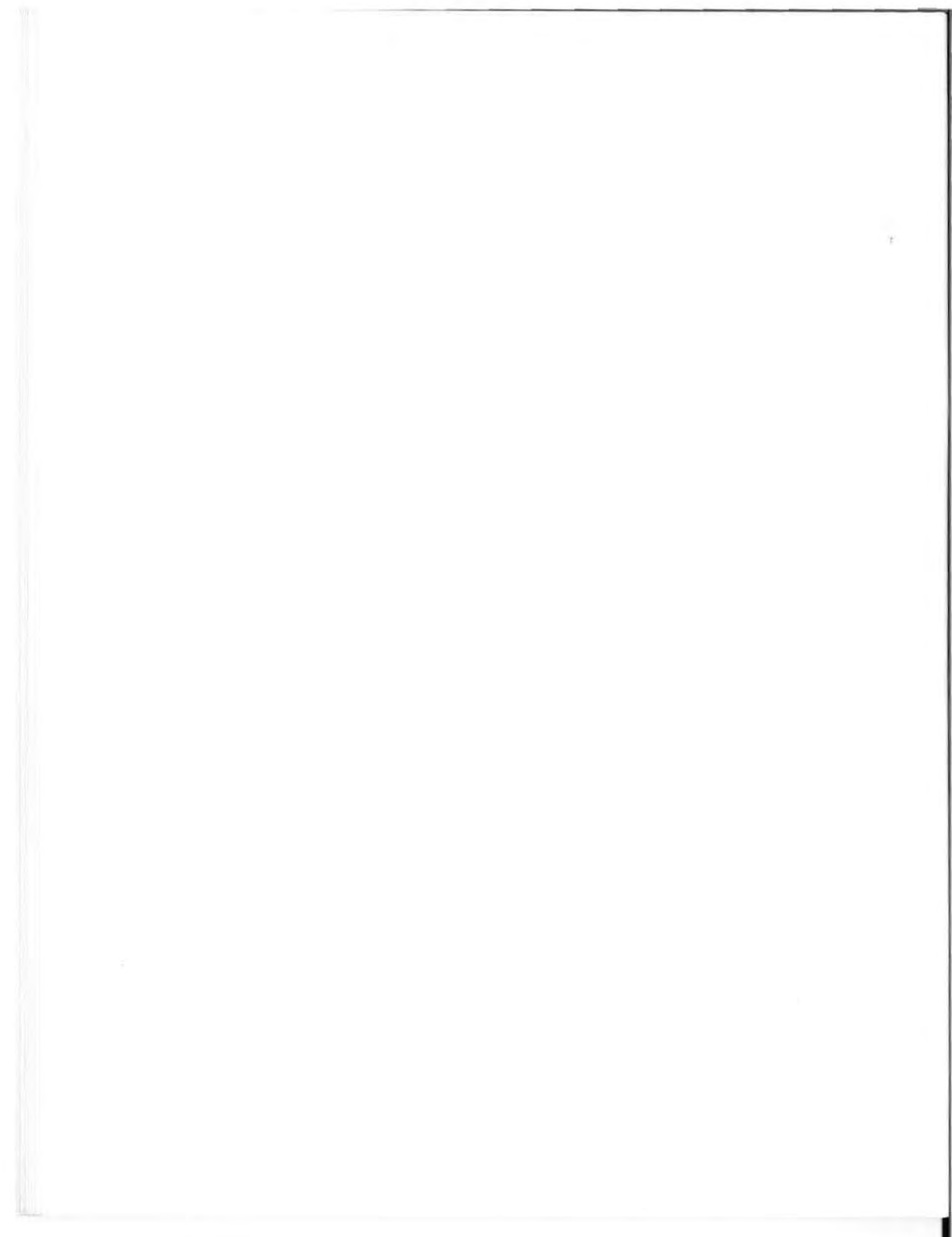
Cette diffusion de l'idéologie n'est évidemment pas parfaitement cohérente sinon toute contestation serait impossible. Si parallèlement aux circuits principaux de diffusion de cette idéologie, existent des organes de « contre-propagande » (presse syndicale, certains films, revues...) aptes à l'entamer, il est nécessaire de remarquer que toute idéologie secrète inévitablement sa propre contestation : l'explosion de mai 1968 en étant le signe le plus éclatant et le plus encourageant.

Nous devons donc rejeter les thèses fatalistes de ceux qui, sous prétexte de dire, avec raison, que l'idéologie capitaliste est fortement ancrée dans notre société, aboutissent à nier toute possibilité d'action et de contestation.

III. CONCLUSION

Le capitalisme n'est pas seulement un mode d'organisation économique fondé sur la propriété privée des moyens de production et le profit, il est aussi un système social et culturel fondé sur la hiérarchie et l'individualisme. Le capitalisme est ainsi un système cohérent dans la mesure où il régit la vie économique, sociale, culturelle et politique d'une société.

Vouloir plus de justice dans tous les domaines, un pouvoir réellement démocratique dans l'entreprise et dans la société tout entière, un développement économique plus équilibré et davantage orienté vers la satisfaction des besoins prioritaires passe donc par la remise en cause totale du système actuel. Nous condamnons le capitalisme, car il est par nature incapable de répondre à nos préoccupations essentielles, même s'il peut nous accorder des satisfactions partielles ou temporaires. C'est pourquoi nous devons proposer aux travailleurs l'élaboration d'une autre forme d'organisation politique, économique et sociale. Le but de la deuxième partie de ce rapport sera d'émettre des propositions sur ces points, le troisième s'attachant à définir une stratégie propre à faire progresser et aboutir ces propositions.



2

Perspectives

L'ARTICLE 1er des statuts confédéraux indique que « les structures et les institutions de la Société doivent :

- a) Permettre à tout humain, dans les domaines individuel, familial et social, de développer sa personnalité en assurant la satisfaction de ses besoins matériels, intellectuels et spirituels au sein des divers groupes et communautés auxquels il appartient ;
- b) Offrir à chacun des chances égales d'accéder à la culture et de prendre ses responsabilités dans la construction de la Société ;
- c) Réaliser une répartition et un contrôle démocratique du pouvoir économique et politique assurant aux travailleurs et à leurs organisations syndicales le plein exercice de leurs droits.

De ce fait, la Confédération conteste toute situation, toute structure ou régime qui méconnaissent ces exigences. Elle combat donc toutes les formes de capitalisme et de totalitarisme ».

La résolution votée par le Congrès Confédéral de 1959, sur la « planification démocratique, indiquait :

« Le Congrès dénonce notamment la liberté laissée aux capitalistes de décider et de gérer à leur guise les investissements et estime, au contraire, **NECESSAIRE DE FAIRE DE LA FONCTION D'INVESTISSEMENT UNE RESPONSABILITE PUBLIQUE**, permettant de coordonner le développement de l'économie.

« Confirmant son opposition au capitalisme, y compris sous ses formes modernes, le Congrès rappelle en conséquence la nécessité d'une économie orientée vers la satisfaction des besoins de bien-être et de culture des masses populaires ».

La même résolution affirmait : « qu'une planification véritablement démocratique suppose une diffusion toujours plus large du pouvoir économique et politique ».

En 1963, le Congrès confédéral de la C.F.T.C. — alors — déclarait :
— que seule une planification démocratique basée sur une autre conception des

rapports entre la propriété et le travail permettra de satisfaire les aspirations et les besoins prioritaires des travailleurs et de la Nation.

- « *Considérant les limites que le caractère capitaliste du régime impose à la planification dans le domaine de l'orientation de la production, le Congrès proteste contre l'insuffisance des investissements collectifs, situation caractéristique d'une CERTAINE SOCIETE DE CONSOMMATION VERS LAQUELLE NOUS GLISSERONS SI L'ACTION SYNDICALE NE REINTRODUIT PAS LES VERITABLES PRIORITES DANS LES CHOIX ECONOMIQUES* ».

Avant de tracer les orientations sur lesquelles la C.F.D.T. base son « projet » d'économie socialiste de marché fondé sur une planification démocratique, élaborée en fonction des besoins prioritaires des hommes, il était utile de rappeler quelques textes empruntés volontairement aux documents des Congrès Confédéraux.

L'analyse du système capitaliste qui précède fonde sa critique :

- * sur l'aspect des *ressources* distribuées et sur le type de société qui s'élabore en fonction du *type de consommation* diffusé par le capitalisme ;
- * sur l'organisation des *pouvoirs* — économique et politique — telle qu'elle découle de la domination des classes dirigeantes sur les classes dirigées.

L'examen des textes confédéraux ci-dessus rappelés permet de déceler que la C.F.D.T. ne se contente pas d'une société qui permettrait à tous d'accéder au MIEUX-ETRE, mais qu'au-delà, c'est l'accès aux RESPONSABILITES, donc au Pouvoir qui constitue le second critère de notre critique sociale du capitalisme, et du type de société que nous entendons lui substituer.

Nous examinerons donc successivement :

- * comment, à partir du critère des BESOINS, orienter le type de société que nous voulons bâtir, en opposition au critère capitaliste du PROFIT-ELEMENT MOTEUR de la production et de la consommation ;
- * ensuite, comment — à partir de l'inventaire de ces besoins — ELABORER DEMOCRATIQUEMENT LES CHOIX ET LES PRIORITES à retenir parmi cet inventaire ; faire intervenir les travailleurs en tant que tels et les citoyens ainsi que les groupes qui les représentent dans cette délibération ; enfin, faire coïncider les choix politiques de la Nation avec les choix économiques retenus.

Notre démarche nous conduira ensuite au niveau des MOYENS susceptibles de mettre en œuvre la politique économique ainsi retenue :

- * c'est d'abord au niveau de la PRODUCTION, donc de l'INVESTISSEMENT, que la maîtrise de la collectivité doit être assurée, ce qui appelle la propriété sociale des moyens de production, d'une part, et que, d'autre part, soit conférée à l'investissement une « responsabilité publique » ;
- * ensuite, comme nous entendons ne PAS CHANGER DE MAITRES en transférant à une « technocratie du savoir » ou à une « bureaucratie » le « pouvoir » actuellement détenu par les classes possédantes, la DECENTRALISATION DES CAPACITES DE CHOIX sera examinée : c'est tout le problème d'une Société « AUTOGEREE ».

= autogestion des collectivités territoriales

= autogestion des entreprises

Mais l'autogestion — à elle seule — ne permet pas forcément de conduire au « type de société démocratiquement voulu ». Il faut donc que les activités des entreprises autogérées, comme celles des collectivités territoriales, soient insérées dans un PLAN démocratiquement élaboré et contrôlé.

Il faut, en plus, que le CONSOMMATEUR puisse *effectivement* — ce qui n'est pas le cas en régime capitaliste, contrairement aux affirmations si souvent répétées du « consommateur-roi » — exercer sa *liberté* et sa *responsabilité*.

- * C'est ici que nous examinerons comment le « marché » doit être concilié avec l'économie socialiste, l'un et l'autre permettant de sauvegarder des libertés économiques compatibles avec un type de développement fondé sur les

besoins fondamentaux de l'humanité tout entière, ce qui pose à la fois les aspects européens comme les aspects propres aux pays insuffisamment développés.

Produire est essentiel, orienter la production en fonction des besoins démocratiquement inventoriés est nécessaire. Mais la *répartition* des fruits de la croissance économique constitue dans toute économie un problème fondamental et difficile, car il pose à la fois les questions d'équité et de juste rétribution du service rendu dans les revenus distribués, mais aussi la compatibilité de la masse ainsi répartie avec le volume de la production.

Toutes les économies sont confrontées à ce problème essentiel. Une économie socialiste soucieuse de sauvegarder les libertés fondamentales se doit de préconiser des solutions susceptibles de la résoudre.

Enfin, les moyens à mettre en œuvre pour contribuer à l'accession aux responsabilités du pouvoir de l'ensemble des citoyens doivent — et ce serait la conclusion de cette seconde partie — être évoqués, car ils conditionnent en grande partie le « projet de société » ainsi élaboré.

1 A partir des besoins fondamentaux inventoriés et de leurs priorités... élaborer démocratiquement le type de société choisi par la collectivité.

Le Rapport de 1959 marquait sa volonté d'orienter la production en fonction des besoins, par opposition au critère capitaliste d'orientation de la production en fonction du profit et de la rentabilité maximum.

La société capitaliste a besoin d'élargir au maximum son marché, donc de développer sans cesse la production et la consommation.

Une telle Société aboutit nécessairement à des inégalités criantes, mais, de plus, privilégie un type de consommation, la « consommation individuelle » au détriment des équipements collectifs. Il est certain que les besoins satisfaits par le modèle capitaliste sont essentiellement ceux qui sont, économiquement, *rentables*.

Un exemple : le blocage du prix des loyers fait que la France ne voit plus, de 1919 à 1946, les capitaux s'investir dans la construction. Il s'ensuit une crise sans précédent, qui n'est d'ailleurs pas prête d'être résolue.

Pendant plusieurs années, l'Etat intervient massivement dans ce secteur pour pallier les erreurs commises, sans d'ailleurs y parvenir. Puis, préconisant, dans les options du Vème Plan, la privatisation de l'investissement-logement, l'on voit les promoteurs-constructeurs investir dans des constructions exigeant des loyers élevés et ne trouvant pas toujours preneurs, le marché étant essentiellement constitué par une masse de jeunes ménages et de travailleurs mal logés qui ne peuvent, eu égard le niveau de leurs ressources, accéder à de tels niveaux de loyers. Il s'ensuit une mévente des logements construits.

Cet exemple démontre que, même devant un besoin aussi objectivement prioritaire que le logement, l'économie capitaliste est incapable d'y faire face d'une manière satisfaisante.

Or, une Nation doit faire face à une foule de besoins qu'il est indispensable qu'elle inventorie. Ce devrait être la face d'ELABORATION DES PLANS, avant que soient déterminées les OPTIONS sur lesquelles les plans quinquennaux de développement économique et social seront établis.

Les besoins en équipements collectifs doivent tout particulièrement retenir notre attention : éducation, santé, logement, culture, sports, loisirs, équipements des villes et quartiers, transports collectifs, etc...

En effet, ceux-ci ont été négligés par l'économie capitaliste. Ils constituent donc un CHANGEMENT SIGNIFICATIF du type de société socialiste à réaliser, permettant de manifester d'une façon tangible aux citoyens les modifications dans le style de vie et la mode de vie que le socialisme démocratique entend promouvoir.

Le socialisme démocratique consiste, en effet, à un certain renversement des valeurs mises en place par le capitalisme. C'est d'une rationalité plus globale, qualitative, que nous devons nous réclamer.

Par ailleurs, comme le montre la première partie de ce rapport, toute l'économie capitaliste est essentiellement fondée sur le développement de la consommation individuelle et donc de l'individualisme qui en découle fatalement.

S'il n'est pas question de supprimer la liberté du consommateur, il convient cependant de privilégier nettement les consommations collectives. Les manques scandaleux auxquels sont affrontés journellement les travailleurs le justifieraient à eux seuls : transports urbains défectueux, villes mal équipées, insuffisance quantitative et qualitative des logements, grande misère des hôpitaux, etc...

La Société de consommation devient donc une société « d'obsession de la consommation ».

Or, nous ne sommes pas des hystériques du « taux de croissance de l'économie » : les records de production d'une Société ne sont pas, en eux-mêmes, significatifs d'un progrès humain réel. A une conception désincarnée et purement quantitative de la croissance, nous opposons, en effet, une conception à la fois quantitative et qualitative du développement de la Société.

Par exemple, il peut être dommageable, pour la croissance nationale globale, d'avoir une *expansion harmonisée* sur l'ensemble du territoire grâce à une politique efficace de mise en valeur des régions et d'empêcher ainsi l'apparition de poches entières de sous-développement, de sous-industrialisation.

Dans ce cas, il est possible que le taux de croissance nationale de l'économie s'en trouve affaibli, mais qu'importe si, sur l'ensemble du territoire national, les hommes ont pu trouver à s'employer, ont pu participer et contribuer au progrès moyen de l'économie.

Une conception de la croissance qui ne reposerait que sur l'expansion des secteurs industriels entraînants et des régions industrialisées, est peut-être efficace vue sous l'angle capitaliste de l'efficacité, mais elle ne correspond pas à notre conception de l'expansion.

Au niveau de la planification, l'inventaire de choix économiques de rechange modifiant l'orientation choisie par le système capitaliste et rétablissant des priorités collectivement définies conformes aux besoins humains, en contestant les finalités de la Société de consommation au bénéfice d'autres objectifs (éducation, santé, recherche, équipements collectifs, urbanisme, développement régional, cadre de vie...) est, sous l'angle de nos préoccupations syndicalistes, fondamental.

La société d'opulence que nous fait miroiter le capitalisme et le modèle américain, vers lequel on prétend tourner nos regards, n'a aucun sens, puisque, à côté de la richesse des uns prolifèrent l'existence et le développement de la misère ou de la sous-consommation de tels ou tels groupes socio-professionnels, de telles ou telles régions ou Nations dans le Monde.

La question syndicale demeure : « Une planification, oui, mais laquelle ? »

C'est la QUALITE de la vie qui est offerte aux générations présentes et futures qui détermine le jugement que nous portons sur la société capitaliste.

2 L'inventaire des besoins individuels et collectifs est la démarche première qui permet ensuite de démocratiser le CHOIX DES PRIORITÉS retenues et de modifier ainsi le modèle de civilisation que l'on entend promouvoir.

Pour que le choix des priorités retenues soit démocratique, un certain nombre de conditions sont à mettre en œuvre.

La planification, en effet, est une entreprise d'organisation de l'économie, donc, en soi, un *simple instrument* au service d'un certain objectif politique et social, donc d'une *finalité* qui dépasse les techniques de planification elles-mêmes.

La démocratisation des Plans suppose donc un **CONTENU** du Plan qui corresponde aux finalités humaines que nous entendons assigner à notre Société.

Elle appelle, de plus, que l'ensemble des citoyens puisse, d'une manière ou d'une autre, être associé, en tant que tels, à l'élaboration des choix qui sont assignés au développement économique et social.

Pour la C.F.D.T., la planification démocratique n'est ni l'étatisation — ce qui nous a fait, dès 1959, rejeter la planification centralisée et totalitaire — ni la technocratisation de l'économie.

Le fait, pour la C.F.D.T., d'avoir adjoint au mot « planification » l'adjectif « démocratique » signifie qu'au-delà de la technique de politique économique nécessaire à l'élaboration d'un Plan, le choix d'une forme de société tracé par les objectifs de ce Plan doit résulter d'un *accord profond* des citoyens avec leurs dits objectifs.

La planification démocratique suppose une politique **AU SERVICE DES BESOINS PRIORITAIRES DETERMINES DEMOCRATIQUEMENT PAR LA REPRESENTATION NATIONALE**, fixant donc les objectifs de consommation, de production et d'investissements.

Si les organisations syndicales de travailleurs ont à participer activement à la phase *d'inventaire des besoins*, à exprimer leur opinion sur les *priorités* retenues par la représentation nationale, c'est aux **INSTANCES POLITIQUES DEMOCRATIQUEMENT ELUES** qu'il appartient d'exercer la responsabilité finale, après consultation des organisations syndicales et des instances représentatives telles que le Conseil Economique et Social.

Le perfectionnement apporté aux procédures d'élaboration des Plans français, l'introduction du recours aux ordinateurs, doivent permettre que puissent être proposés à la délibération parlementaire et gouvernementale plusieurs **TYPES DE CROISSANCE DE L'ECONOMIE**, le Gouvernement exprimant sa préférence mais laissant le débat suffisamment ouvert au Parlement sur les autres choix possibles, afin de ne pas placer le Parlement devant un choix unilatéral, comme ce fut le cas pour les débats du Vème Plan.

Mais, bien au-delà de la démocratisation des procédures d'élaboration du Plan au niveau des instances politiques, économiques, syndicales, c'est du **DEBAT DANS L'OPINION PUBLIQUE** que dépend également le caractère démocratique du Plan.

Il faut donc insérer les choix économiques dans les choix politiques nationaux.

C'est pourquoi il faut pouvoir faire coïncider les temps forts de la vie politique que constitue, par exemple, une élection législative ou présidentielle avec les temps forts de la vie économique que constitue la discussion des **OPTIONS** des Plans quinquennaux.

C'est à ce prix que l'on peut espérer :

- intéresser l'ensemble des citoyens aux choix économiques de la Nation,
- éviter la technocratisation qui nous guette nécessairement par la complexité toujours plus grande de la vie économique et politique,
- permettre aux organisations politiques que sont les Partis, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition, de définir avec toute la clarté souhaitable pour un débat démocratique le « type de société », le « type de développement »

économique et social » qu'ils proposent à la délibération des citoyens en sollicitant leurs voix à l'élection.

Le Colloque de 1962, sur la Planification démocratique, s'exprimait ainsi à ce propos :

« Un choix aussi décisif que le Plan ne saurait être l'œuvre que d'un Parlement démocratiquement élu. C'est à lui qu'il revient, sur proposition du Gouvernement, de définir — en choisissant un modèle de développement économique — les orientations fondamentales du Plan, d'adopter celui-ci, puis d'en tirer les conséquences législatives, aussi bien dans les domaines budgétaire et fiscal qu'en matière de crédit ou de statut juridique des firmes. Ce contrôle du pouvoir politique sur le développement planifié de l'économie ne peut être efficace que si l'action du Parlement et celle du Gouvernement sont synchronisées avec l'établissement et l'exécution du Plan, ce qui suppose l'unité de Gouvernement pendant la durée de la législature, le but à atteindre étant exprimé par la formule : « une législature, un Plan, un Gouvernement ».

3 Inscrire le socialisme démocratique dans une perspective d'autogestion suppose la décentralisation des capacités de choix au plan régional et au plan des entreprises.

Un socialisme démocratique suppose que l'on ne sépare pas ce qui relève de l'organisation économique d'une Société et ce qui concerne sa gestion démocratique. Nous ne voulons pas séparer l'efficacité technique d'une organisation économique de son efficacité sociale, c'est-à-dire de la façon dont elle permet, d'une part, la satisfaction des besoins prioritaires et, d'autre part, l'accession des travailleurs à une véritable responsabilité économique et politique.

Nous avons précédemment analysé et dénoncé l'irrationalité du système capitaliste, les inégalités de revenus et de pouvoir qu'il engendre et le type de consommation qu'il privilégie. Nous devons également constater la faillite d'un certain socialisme centralisé à répondre à nos aspirations. Si le socialisme centralisé des pays de l'Est a permis davantage d'égalité économique et une plus grande satisfaction des besoins collectifs, il n'a pas donné davantage de responsabilités aux travailleurs, mettant tout le pouvoir entre les mains du parti unique, et a souvent restreint les libertés individuelles. D'autre part, il n'a pas été capable de développer l'économie de façon aussi satisfaisante que cela aurait été possible (l'urgente nécessité des réformes économiques actuelles en étant le signe).

C'est donc à la fois un souci de démocratie et d'efficacité qui nous pousse à vouloir un socialisme décentralisé. Une gestion démocratique de l'économie est, en effet, inconcevable dans un système où toutes les décisions sont prises par une bureaucratie centrale. De plus, la complexité croissante de l'économie ne permet pas de réguler la vie économique uniquement à partir du Plan. Il faut ainsi, du moins dans certains domaines, conserver le mécanisme des prix comme élément régulateur.

Le rejet d'une planification centralisée nous conduit ainsi à maintenir les mécanismes économiques empruntés au marché. De même, la volonté déjà inscrite dans le Rapport de 1959 sur la planification démocratique de maintenir ou plutôt d'établir la « liberté d'expression et d'action du consommateur » exige que les mécanismes du marché soient insérés à notre conception socialiste de la Société.

Cela signifie qu'un marché *contrôlé* doit exister pour régler la production de certains biens. D'une part, ce marché doit être contrôlé (prix, coûts de fabrication notamment) afin de protéger les consommateurs et, d'autre part, il doit être limité à certaines catégories de biens (produits alimentaires, vêtements, modes de transport privé...). En effet, si le marché peut être un *moyen* de répondre à certains besoins (pour les biens de consommation particulièrement), il ne peut évidemment rester le *principe* du fonctionnement de l'économie.

Mais le marché, s'il est un bon révélateur des besoins, il n'empêche que ce sont essentiellement les besoins *solvables* qu'il révèle. De plus, sa « logique » entraî-

nante, son caractère stimulant, constituent un risque évident de glisser — y compris dans une économie socialiste — vers cette société de consommation que nous avons condamnée.

Deux éléments peuvent d'ailleurs y contribuer : la publicité et l'individualisme.

Il faut donc maintenir un « vouloir collectif » rigoureux en faveur des équipements collectifs, ce qui suppose :

- d'une part, que la publicité, avec tous ses maléfices, ne soit pas centrée sur les charmes de la consommation individuelle. Elle doit, en effet, devenir un moyen d'information qui puisse également être au service des biens culturels et des biens collectifs qui ne se vendent pas sur un marché ;
- d'autre part, que le financement public des équipements collectifs soit assuré, c'est-à-dire que le comportement fiscalement contestataire des Français soit modifié en fonction du caractère prioritaire qu'ils concéderaient aux dits équipements, peut-être en recourant à la technique de « l'impôt affecté ».

Le maintien de mécanismes empruntés au marché ne présente donc pas seulement des avantages : stimulant concurrentiel, maintien ou établissement de la liberté d'expression du consommateur sur le marché etc... ; il a, indéniablement, des inconvénients auxquels l'emprunt à la planification constitue le seul remède.

Le changement notable provient du fait que la concurrence, la rentabilité, le marché, etc... ne se situent plus au niveau des *finalités*, mais deviennent de simples *moyens*, dont le domaine d'action reste limité, alors qu'en économie capitaliste, la conquête du marché est, de toute évidence, l'objectif que s'assignent les entreprises, sans souci obligatoire de la finalité des productions qu'elles offrent à la consommation et, à plus forte raison, des consommations hors marché, parce que non directement rentables au sens capitaliste du terme.

De plus, le maintien des mécanismes du marché conduit nécessairement à une « *politique conjoncturelle* » que nous voudrions qualifier d'*active*, parce que guidée, elle aussi, par les objectifs du Plan. Les « *clignotants* » créés par le Vème Plan prendraient ici tout leur sens en en modifiant leur technique pour qu'ils constituent effectivement des « *incitateurs opérationnels* » à l'action quotidienne des Pouvoirs Publics, en vue de veiller à ce que les objectifs de la Planification soient réalisés.

Dans une telle optique, le Plan n'est plus seulement un « substitut du marché dans le cas où celui-ci est défaillant », c'est le marché qui, ramené au niveau d'un libre moyen d'expression des consommateurs, se trouve intégré dans les objectifs retenus par la planification de l'économie.

Le respect des équilibres entre consommation/investissement, celui de la balance des comptes, celui entre consommation/production, prend alors une autre dimension puisqu'il s'intègre à l'intérieur des *objectifs démocratiquement choisis* par la Nation et qu'en conséquence, il ne résulte plus d'un choix fait par la classe dominante sur les classes dominées, le travailleur n'étant plus le simple exécutant d'une politique économique sur laquelle il n'a pratiquement aucune prise, sauf par la révolte que constitue son action syndicale contestataire.

Les « *contraintes* », pour reprendre l'expression consacrée en système capitaliste qualifiant lesdits équilibres, deviennent des « *données* » objectives de la situation économique et politique. Et partant, elles font partie du débat démocratique que constituent la médiation entre « plan » et « marché » et l'insertion de l'un dans l'autre.

Ce n'est qu'à partir du moment où le pouvoir économique n'est plus seulement la chasse réservée à une partie des membres d'une société, que ce pouvoir se trouve diffusé et effectivement exercé par l'ensemble des membres de cette société que « l'adhésion réfléchie des Français aux objectifs du Plan » devient une réalité.

La désaliénation du travail passe, en effet, par la maîtrise de la plus-value par les travailleurs.

Cette affirmation d'un principe sur lequel doit être basée une économie socialiste et démocratique signifie :

- que les travailleurs doivent devenir maîtres de l'orientation de la production de leurs entreprises et de la répartition des revenus issus de la production qui en découle.

Au niveau des Régions, comme des Communes, l'autogestion doit également être mise en oeuvre en tout ce qui touche le cadre de vie, l'urbanisation, les infrastructures, le développement économique régional, etc...

Ce qui implique que la suppression de la propriété privée des moyens de production est la condition nécessaire, bien que non suffisante, de l'exercice d'une économie gérée démocratiquement à condition d'éviter l'écueil d'une planification autoritaire et centralisée et donc, à condition d'introduire des mécanismes d'autogestion au niveau des entreprises et des collectivités territoriales.

Les conséquences directes de cette affirmation signifient, en fait, l'introduction d'une « politique des revenus » au niveau micro-économique, c'est-à-dire au niveau de l'entreprise, à l'endroit même où la formation des revenus est la plus facilement cernable. (1) Nous verrons plus loin qu'elle suppose progressivement un type d'hommes responsables auquel la société capitaliste est loin de préparer les travailleurs, puisqu'elle les soumet, au contraire, à une simple tâche d'exécutants sans pouvoirs sur la finalité de leur activité.

Si l'entreprise autogérée doit inscrire son activité dans les objectifs généraux retenus par la planification, la maîtrise de la plus-value par les travailleurs eux-mêmes signifie qu'ils dégagent librement, au niveau de la délibération collective dans l'entreprise :

- la part du produit du travail qui revient à la consommation immédiate, à la consommation collective, à l'investissement.

Le socialisme ainsi instauré recouvre à la fois la production et la répartition. Son caractère démocratique est affirmé par le fait qu'il ne découle pas seulement de décisions centralisées au niveau de l'Etat, mais qu'il fait intervenir à tous les niveaux, en particulier celui de l'entreprise, la délibération des travailleurs et qu'il leur confère la responsabilité directe sur les plus-values dégagées par leur activité économique.

(1) Ainsi que l'écrit F. SELLIER au Congrès des Economistes de Langue française à propos de la politique des revenus :

« Dès lors, la question se pose de savoir si la planification indicative en valeur a pour but de faire respecter les conditions de l'équilibre de la part des investisseurs eux-mêmes ou si elle a pour fonction de rendre l'évolution des salaires compatible avec leur comportement. Dans le premier cas, la planification indicative en valeur implique une planification en volume plus impérative, d'autant que le problème du volume de l'investissement ne peut être distingué de son orientation. Mais, dans ce cas aussi, on peut penser que les salariés auraient un avantage nouveau à participer à l'expérience. En effet, si l'inflation est due à l'excès d'investissement et si, dans ce cas, la hausse des salaires nominaux n'empêche pas la croissance de la part du capital dans le produit national, la seule manière pour eux de contrôler l'évolution du pouvoir d'achat est de participer au contrôle de l'investissement, c'est-à-dire au contrôle de la transformation du revenu en capital ».

Et F. SELLIER ajoute, car il est évident qu'il a bien conscience de l'incompatibilité entre ses propositions et la nature même du système capitaliste :

« Si c'est là que gît réellement le pouvoir économique et si la planification indicative en valeur (et relativement impérative en volume) leur en donne une part, on comprendrait mal qu'ils la refusent.

« Mais on comprendrait davantage que la planification en elle-même soit désormais attaquée violemment par les groupes qui décident du volume et de l'orientation de l'investissement ».

F. SELLIER — Congrès des Economistes de Langue française — Mai 1965 — « Problèmes de l'adhésion syndicale à une politique des revenus ».

En effet, les êtres humains ne dominent l'évolution du processus de production des biens, l'orientant en fonction des besoins correspondant à leur type de civilisation que dans la mesure où le partage entre :

- besoins individuels satisfaits par la consommation individuelle et ceux satisfaits par la consommation collective,
- satisfaction des besoins immédiats et prélèvement pour la consommation future (investissements), s'effectue au travers de procédures non autoritaires, c'est-à-dire dans un système dont les institutions et les procédures permettent une autogestion sociale rendant les citoyens, notamment les travailleurs, responsables du développement économique et social, de la construction de la société socialiste.

Si l'on analyse l'expérience yougoslave — au moins sur ce seul point — on peut considérer souhaitable de voir progressivement se dégager des « critères » utilisables pour la répartition du revenu de l'entreprise entre investissements et salaires, entre consommation individuelle et collective.

En effet, laisser au seul niveau de l'entreprise du soin de décider l'utilisation entière de la plus-value, c'est courir le risque de voir — dans une économie socialiste de marché — les mêmes causes produire les mêmes effets. C'est-à-dire que l'accent soit davantage mis sur la consommation immédiate, sur la consommation individuelle, au détriment des équipements collectifs qui, redisons-le, sont le test fondamental d'une société socialisée.

De plus, des « inégalités » nouvelles peuvent apparaître puisque, selon leur situation sur le marché, leur dynamisme, leur rentabilité, les possibilités peuvent être plus grandes d'une entreprise à l'autre, d'une branche d'industrie à l'autre, d'avoir un revenu plus important à distribuer.

L'intervention de la Représentation nationale dans le processus du Plan est donc indispensable dans une société autogérée pour éviter ces anomalies.

Mais, la règle démocratique d'association des travailleurs à la responsabilité de la décision économique sur le fruit de leur travail doit demeurer en tout état de cause.

Planification démocratique et autogestion dans le cadre d'une propriété sociale des moyens de production sont ainsi les deux conditions indissolublement liées d'un socialisme démocratique.

La planification démocratique et l'autogestion ont donc pour but de faire accéder à la notion l'intérêt général, l'ensemble de la nation, parce qu'elles permettent la circulation et la confrontation des idées afin d'en dégager une ligne politique générale acceptable et acceptée, car tous concourent à sa définition. Cela est rendu possible par l'autogestion qui rend les travailleurs maîtres de l'orientation de la production et de la répartition des revenus de leur travail dès le niveau de l'entreprise. La désaliénation du travail est la condition nécessaire à l'élimination de solutions bureaucratiques dans le fonctionnement de la société.

La détermination des besoins à satisfaire en priorité, les moyens à mettre en oeuvre dans ce but, la répartition des ressources en grandes masses, autant de choix s'opérant au travers du processus de planification.

L'élaboration des choix de la planification devra donc résulter d'un processus continu de confrontation entre les plans élaborés au niveau des entreprises autogérées, des collectivités territoriales et de leur harmonisation avec les orientations de caractère national.

4

Mais en face de tous ces objectifs ambitieux, l'Europe libérale qui se concrétise chaque jour constitue un handicap supplémentaire dont il faut avoir conscience.

L'idée européenne, présentée comme une solution aux conflits déchirant en permanence le vieux continent, est, *en fait*, une idée dont la réalisation est essentiellement conçue au service du développement du capitalisme, qui étouffait littéralement dans le carcan des frontières nationales.

L'élargissement des marchés est une nécessité objective de la société capitaliste de consommation.

Si l'Europe devient progressivement une « vaste zone de libre échange », ceci est dans la logique même du système capitaliste. Mieux, l'abandon de l'intervention économique des Etats Nationaux, sans qu'il y ait transfert de cette responsabilité d'intervention au niveau de la communauté européenne, introduit l'Europe au simple rang du libéralisme économique du XIX^e Siècle.

L'exploitation des travailleurs par le capitalisme national se complète ainsi par une exploitation au niveau européen et même mondial si l'on y intègre les problèmes du Tiers-Monde qui sont examinés par un autre Rapport.

L'accès à une société socialiste et démocratique rencontre donc — par l'existence de l'Europe — un handicap supplémentaire, handicap qui n'est réel QUE SI LE SYNDICALISME NE FAIT PAS PRENDRE CONSCIENCE AUX TRAVAILLEURS DE LA NOUVELLE DIMENSION DU PROBLEME.

Or, le libéralisme économique de l'Europe a toutes chances de développer les mêmes effets que le même libéralisme avait eu niveau national. Il faut donc envisager qu'il provoquera les mêmes injustices, les mêmes inégalités et QU'UN SYNDICALISME CONSCIENT DE SES RESPONSABILITES POURRA UTILEMENT UTILISER CES EFFETS POUR PROVOQUER LA PRISE DE CONSCIENCE NECESSAIRE DE LUTTES SYNDICALES EUROPEENNES en leur donnant toute la dimension nécessaire, c'est-à-dire :

- une dimension de révolte pour un MIEUX-ETRE, à condition que celle-ci soit élargie à une révolte pour l'accès aux RESPONSABILITES, car les mêmes causes doivent produire les mêmes effets et provoquer les mêmes attitudes : la mise en cause du capitalisme au niveau des nations doit être élargie au plan européen, car c'est du fonctionnement même de ce système que découlent les injustices et les inégalités contre lesquelles les travailleurs se battent.

De plus, l'ouverture des frontières conduit à une triple guerre :

- guerre économique, par l'instauration de la concurrence au niveau d'une FIN ; les entreprises des Etats-membres luttant entre elles pour la conquête des marchés ;
- guerre des hommes, par la libre circulation des personnes, laquelle fait que l'on s'arrache la main-d'oeuvre ; d'abord au niveau des régions frontalières, mais au-delà, par l'appel aux « cerveaux » et à la surenchère vis-à-vis de la main-d'oeuvre ;
- guerre des monnaies, celle-ci n'ayant besoin d'autre illustration que les événements spéculatifs récents de fin 1968 et début 1969.

L'accélération de la création des Sociétés multinationales appelle un élargissement international de notre action syndicale en ne la limitant pas aux seuls aspects sociaux, mais en lui conférant également la même dimension économique que celle de notre critique du modèle national de développement capitaliste.

3

La stratégie

NOUS avons vu dans les pages précédentes que la planification démocratique est le corollaire nécessaire d'un marché socialiste permettant la satisfaction de certains besoins de manière individuelle, la discussion des choix ayant lieu jusqu'à la base.

Ceci montre à l'évidence que la conscience sociale des travailleurs sera déterminante dans le fonctionnement d'une économie socialiste intégrant le marché. Le développement de cette conscience sociale passe par notre capacité à :

- choisir des terrains et des formes de luttes
- déterminer des objectifs intermédiaires

permettant de « susciter chez les travailleurs une prise de conscience des conditions de leur émancipation ».

Cette prise de conscience par les travailleurs de l'aliénation engendrée par la société capitaliste nécessite une action sur d'autres terrains que celui de l'économie ; encore faut-il que la stratégie choisie dans ce domaine ne contredise pas ce qui se fait ailleurs.

1

Objectifs intermédiaires et rapport des forces.

Depuis quelques années, il est beaucoup question d'objectifs intermédiaires ; il importe de bien clarifier le contenu de cette notion.

On se représente parfois les objectifs intermédiaires comme les marches d'un escalier qui permettrait le passage du capitalisme à un socialisme démocratique. Cette conception, pour imagée qu'elle soit, est erronée dans la mesure où la transition à un socialisme démocratique suppose inévitablement un changement radical à un certain moment, même s'il se prépare de façon progressive.

A notre avis, une revendication pour être un objectif intermédiaire doit répondre à trois conditions :

- correspondre à un problème apparu dans le fonctionnement du système capitaliste,

- y apporter une réponse établie en fonction d'une logique différente de celle du capitalisme, en fonction d'un autre projet social,
- correspondre à un rapport de forces permettant d'aboutir, soit que ce rapport de forces existe, soit qu'elle contribue à le réaliser.

A ces trois conditions, elle est irrécupérable par le système capitaliste (même par la partie dynamique de celui-ci), sinon, il pourra souvent la faire sienne, soit partiellement, soit en la détournant de son but pour l'intégrer en améliorant son propre fonctionnement. Deux exemples parmi bien d'autres :

- La société de consommation repose sur un élargissement du marché, de nouveaux consommateurs doivent sans cesse être atteints ; pour cela, il faut qu'ils disposent d'un revenu suffisant. Dans cette perspective, des hausses de salaires plus importantes que celles auxquelles nous sommes habitués, une augmentation des ressources des ménages, une augmentation plus rapide du SMIC, peuvent parfaitement être assimilées (récupérées) par le système, ou du moins par la fraction « moderniste » de celui-ci.

Cela peut même l'aider à mieux fonctionner tant qu'il peut, en contrepartie, réduire les charges représentées par les consommations hors marché (équipements collectifs).

Ceci ne signifie pas qu'une telle revendication ne soit point essentielle et qu'il ne faille pas lutter âprement pour l'obtenir. Mais sa difficulté à être satisfaite proviendra plus de ce qu'elle s'oppose aux intérêts directs du patronat moyen et rétrograde que de son incompatibilité avec le système capitaliste.

- Pendant longtemps, la planification était considérée comme une technique socialiste contraire à la logique du système capitaliste ; elle était effectivement contraire à la forme libérale du capitalisme à un certain stade de son développement. Mais avec l'accroissement du capital investi, il est devenu nécessaire d'assurer un fonctionnement plus régulier du marché et les techniques de planification ont été intégrées au fonctionnement du système, faute d'un rapport de forces qui nous soit favorable pour utiliser la planification en vue d'une répartition différente des ressources privilégiant la consommation hors marché (équipements collectifs).

C'est dire qu'un changement de contexte, du rapport des forces entre les couches et forces socialistes et les couches sociales dominantes, peut nous amener à ne plus considérer comme objectifs intermédiaires les revendications qui pouvaient avoir ce caractère à un moment donné (voir éditorial de « Syndicalisme » No 1274).

Ce qui détermine l'importance d'une revendication, c'est son contenu objectif pour les travailleurs et non sa possibilité d'être satisfaite ou non par le système.

Toute revendication, même importante, ne constitue ainsi pas nécessairement un objectif intermédiaire dans la mesure où elle ne nécessite pas la transformation radicale de l'ordre social existant, mais seulement une adaptation de celui-ci.

Revendications même importantes et objectifs intermédiaires sont donc deux notions distinctes qui ne se recoupent pas forcément. **La revendication se définit par rapport à une situation existante à améliorer, l'objectif intermédiaire se caractérise par rapport à un objectif global de changement de la société à mettre en place.**

On peut donc dire que les objectifs intermédiaires ne peuvent pas être choisis de manière subjective ; ils doivent se dégager des problèmes qui apparaissent au cours du développement de la société capitaliste ; leur choix résulte donc des contradictions qui apparaissent au cours de ce développement afin d'insérer notre action dans ce point plus vulnérable, soit pour aggraver la crise, si le rapport de forces le permet, soit pour peser sur son évolution et accroître le pouvoir syndical si le rapport des forces ne permet pas d'aller au-delà.

Nous devons faire apparaître là une différence avec la situation au niveau des entreprises. Le groupe « Démocratisation de l'entreprise » peut plus facilement proposer des objectifs intermédiaires, car, à ce niveau, les rapports de forces peuvent être assez exactement appréciés. De plus, si l'on parvient à faire aboutir un

objectif intermédiaire, il est plus facile de mobiliser les travailleurs pour s'opposer à toute remise en cause.

Par contre, à notre niveau, celui de l'organisation globale de l'économie et de la nature du système économique, la définition d'objectifs intermédiaires peut être ambiguë dans le contexte actuel du rapport des forces. En effet, actuellement, tout objectif intermédiaire touchant à la **nature** du système économique peut être facilement vidé de son sens et de son contenu s'il est pris en compte par le pouvoir économique en place. Dans le contexte actuel, par exemple, la création de l'I.D.I. (Institut de Développement industriel) n'a rien d'une victoire syndicale, bien qu'**apparemment** et **formellement**, il puisse se rapprocher de la Caisse Nationale d'Investissements que nous préconisons depuis 1959. Le pouvoir économique dominant peut, en effet, s'annexer un certain nombre de réformes de structures sans être mis en danger dans la mesure où il peut les vider de leur **sens** pour les inscrire dans sa logique propre et en faire les instruments de sa rationalisation.

Ainsi, dans les pages suivantes, envisageant un rapport des forces favorable tant du point de vue syndical que politique, nos revendications actuelles sont reprises, car, dans cet autre contexte, elles peuvent acquérir la pleine dimension que nous conférons en matière économique à la notion d'objectif intermédiaire.

Ce rapport global des forces n'est évidemment pas une donnée qui nous est extérieure et la possibilité de le modifier progressivement dépend en grande partie des actions que nous menons sur un certain nombre de terrains de lutte. C'est donc à la définition de ces terrains de lutte que nous devons primordialement nous attacher, puisque c'est à partir des actions qui y seront entreprises que dépendra la possibilité de modifier le rapport des forces.

2

Déterminer des terrains de lutte.

Par contre, l'analyse des problèmes d'adaptation du capitalisme français à la concurrence internationale fait apparaître des terrains de lutte de type différents. Pour chacun d'eux, nous devons développer une argumentation différente, mais toujours en opposant à l'argumentation patronale ou gouvernementale la critique de cette argumentation et une indication de ce que serait une politique socialiste dans ce domaine. Mais nous disons bien « indication » et non forcément contre-proposition (dans la mesure où elle pourrait être récupérable), ni non plus vraiment objectif intermédiaire, puisque, dans le rapport des forces actuel, il est exclu de contraindre le patronat ou le gouvernement à adopter nos orientations.

Voici, en exemple, quelques terrains de lutte actuels, sans prétendre les indiquer tous :

● L'EMPLOI

Sous ce terme, même lorsqu'il est question de plein emploi, il n'y a rien d'autre que l'adaptation de la main-d'œuvre, simple force de travail, aux emplois offerts par le type de développement industriel cohérent avec la société de consommation.

Dans un premier temps, nous devons montrer la signification réelle de toutes les opérations d'assistance pour « prendre en considération les conséquences humaines de la croissance » ou toutes politiques de recyclage, formation professionnelle, etc... toutes opérations dont l'appareil productif a besoin pour continuer à fonctionner. De même pour l'immigration, pour le travail des femmes, etc... Jamais l'intérêt de l'être humain n'est le but de ces politiques.

A cette conception, nous opposons :

— celle de l'emploi comme une nécessité vitale pour la construction de chaque personne, ce qui met également en cause la situation aliénante du travail dans tout système hiérarchique donc y compris dans le système socialiste de modèle soviétique ;

— mais aussi une conception de la structure des emplois en fonction d'un type de développement privilégiant les équipements collectifs prioritaires pour un modèle humain de développement (motion « Politique d'action », Congrès 1967).

C'est dans cette perspective qu'a travaillé le secteur économique, aboutissant à la publication des trois numéros d'Etudes Economiques, à une étude de Syndicalisme et dans la préparation des interventions à la Commission de l'Emploi du VIème Plan.

Cela ne signifie pas qu'il ne faut pas négocier avec le patronat une politique de la formation professionnelle, mais cela signifie que ce qui pourra être considéré comme un progrès, c'est ce que nous aurons réussi à négocier pour,

- d'une part, empêcher le patronat de profiter des circonstances pour accroître son emprise sur les travailleurs,
- d'autre part, faire employer des méthodes pédagogiques développant les capacités d'autonomie personnelle et d'esprit critique.

Est victoire seulement ce qu'un patronat intelligent n'aurait pas fait tout seul dans tout autre pays capitaliste pour que le système fonctionne.

● LA POLITIQUE DES SALAIRES

Pour les patrons et le Gouvernement, elle n'a pas pour but de réduire les disparités ; elle est et sera de plus en plus un élément déterminant de la stratégie des firmes qui ont besoin de contrôler tous les éléments entrant dans les coûts de fabrication, tandis que le Gouvernement, de son côté, a besoin de ce contrôle pour lutter contre l'inflation afin de garder des prix compétitifs et rester maître de la répartition des résultats de la production.

Il conviendra donc de montrer, ce qu'a fait l'éditorial de « Syndicalisme » N° 1274, que même sous une forme contractuelle, c'est-à-dire en associant les syndicats :

- il s'agit de l'un des moyens permettant au système de fonctionner ;
- elle reflète un mode de développement économique basé sur un éventail des revenus très ouvert pour maintenir le dynamisme du système basé sur l'imitation des groupes sociaux aux revenus plus élevés (voir ce rapport p. 10 et rapport « Inégalités et aliénation ») ;
- elle reflète aussi des rapports de forces, car il n'est pas question de contrôler, sans parler de les réduire, les revenus des groupes sociaux sur lesquels repose le système social ;
- mais aussi des rapports de domination dans l'entreprise même (voir rapport « Démocratie dans l'entreprise », à propos de la hiérarchie des salaires).

Dans une telle situation, il faut être conscient que toute politique des salaires est une tentative d'intégration au système. Là encore, si les rapports de forces ne permettent pas de s'y opposer, il faut faire prendre conscience aux travailleurs des véritables finalités poursuivies par le Gouvernement et le patronat afin qu'ils ne soient pas dupes ; malgré les résultats matériels, ils ne sont considérés que comme : force de travail, consommateurs et électeurs souhaités pour remplacer les voix des P.M.E. et agriculteurs que la majorité va perdre en rationalisant l'économie. C'est la condition pour qu'ils puissent maintenir intacte leur capacité de contestation et l'exercer sur un autre terrain.

Là encore, cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas négocier, mais il faut apprécier le résultat non pas en fonction du total, mais de la différence obtenue entre ce que le patronat ou le Gouvernement voulaient donner au départ et ce qui a été obtenu à la fin. C'est le surplus qui est significatif, mais plus encore si l'on a réussi ou non à faire progresser la conscience des travailleurs dans l'action.

De plus, pour rendre notre lutte plus crédible, il faut montrer ce que devrait être une politique démocratique des revenus, sa signification humaine, les conditions de sa réalisation (nécessité d'une autogestion des organisations socio-économiques de base) et donc l'impossibilité pour le capitalisme de la réaliser. Il s'agit

de conduire, mais d'une manière plus radicale, la discussion comme nous l'avons fait en 1964 à l'occasion de la Conférence des revenus : ne pas refuser le débat, mais dénoncer le but et profiter de la discussion pour affiner notre propre position.

● UNE CROISSANCE RAPIDE

est actuellement prônée par la fraction moderniste du grand patronat comme la solution à tous nos maux. Grâce à elle, nous pourrions faire des équipements collectifs en plus grande quantité, puisqu'à fiscalité égale, appliquée à un plus gros volume de production, elle dégagera des ressources plus importantes pour l'Etat et les collectivités. C'est ce que l'on nous dit...

La riposte à cette offensive doit s'appliquer sur plusieurs terrains :

- montrer d'abord que l'accélération de l'industrialisation va entraîner des coûts sociaux élevés : déplacement de main-d'œuvre vers les villes, formation de cette main-d'œuvre, logements et équipements collectifs correspondants, nuisances nouvelles, etc... Or, l'accroissement des ressources de l'Etat ne sera jamais suffisant pour couvrir ces coûts. Dans ce type de développement caractéristique du capitalisme, l'environnement de notre cadre de vie ne peut que se dégrader encore ;
- montrer ensuite que la manière dont est calculée actuellement la croissance avantage le développement de l'industrie, quel qu'en soit le coût humain. Tout est comptabilisé de manière positive, aussi bien ce qui constitue un progrès effectif que les désavantages, les nuisances qui en découlent : même les accidents de la route sont positifs puisqu'ils entraînent un travail supplémentaire pour enlever les véhicules accidentés, pour soigner les blessés et aussi pour enterrer les morts ; dans notre système, tout contribue à accroître le revenu national, même la marée noire en dégradant les côtes : il faut ensuite tenter de les remettre en état.

Nous devons donc reprendre les travaux critiques déjà amorcés par quelques économistes. Faute de ce travail, toutes nos propositions pour un autre modèle de développement se répercuteront en réduction du rythme de la croissance ; dans un débat public, c'est une position difficile à tenir. Faire comprendre cette situation est indispensable pour être compris au niveau de la masse est indispensable pour enlever un argument aux tenants du système.

● LE CADRE DE VIE

Autre terrain de lutte sur lequel nous devons prendre l'offensive, celui du cadre de vie et des équipements nécessaires à la satisfaction collective de certains besoins individuels. Cette lutte recoupe celle sur la signification de la croissance.

Il faut montrer que, dans le type de développement actuel, les ressources disponibles vont en priorité à l'industrie ou au commerce, aux produits offerts sur le marché, donc susceptibles d'être rendus désirables par la publicité, car ils peuvent être rentables, même l'intérêt de l'argent est élevé. Il n'en est pas de même pour les équipements financés par la collectivité, qui se répercutent sous forme d'impôts. Ce système ne peut donc pas produire un cadre de vie humain, la preuve en est donnée par les Etats-Unis : à un niveau de production par habitant égal à deux fois le nôtre, ils n'ont toujours pas résolu les problèmes de leurs villes, ni du logement, ni de la scolarisation. La pénurie existe toujours ; il n'y a toujours pas de cadre de vie permettant le développement des personnes.

Sur ce terrain, nous pouvons d'ors et déjà reprendre les propositions antérieures de la C.F.D.T. concernant l'habitat, le problème foncier, les équipements dans les grands ensembles, ainsi que les travaux fédéraux ou confédéraux sur la santé, l'enseignement, etc...

D'autres terrains de lutte existent, le rapport « inégalités et ségrégations » les indique mais nous nous limitons à ces quelques exemples. Il faudrait d'ailleurs les approfondir pour intégrer dans notre critique d'autres situations résultant, soit

d'un statut social différent (immigrés, femmes), soit de la perte d'utilité pour l'appareil productif (jeunes, personnes âgées), mais également quant aux conséquences sur le développement des pays du Tiers-Monde.

3 Dans un autre rapport des forces, des objectifs intermédiaires.

Nous avons indiqué plus haut que, **dans un autre rapport des forces**, des avancées deviendraient possibles, que nous pourrions avoir des objectifs intermédiaires au sens plein de cette notion.

Par ce terme, nous entendons qu'un rapport de force réellement favorable permet d'amorcer un processus de transformation radicale dans laquelle des mesures non intégrables par le système peuvent être prises, la mise en œuvre de ces mesures accélérant à leur tour le processus de transformation. Imposés dans une telle situation, les objectifs intermédiaires peuvent constituer, si le rapport de force reste favorable (condition nécessaire du non-rejet de ces objectifs), une avancée importante vers le socialisme démocratique.

Au niveau économique global, un objectif intermédiaire paraît primordial : la maîtrise de l'investissement.

La maîtrise de l'investissement est en effet un des MOYENS ESSENTIELS par lequel peut se concrétiser la réalisation du modèle de développement.

Ceci suppose, au niveau des secteurs public et nationalisé :

- une nationalisation de l'ensemble du système bancaire et de crédit ;
- une autonomie de gestion des entreprises nationalisées dans le cadre des directives du Plan — en particulier en ce qui concerne leur politique d'investissements —
 - * pour la C.F.D.T., la nationalisation n'est pas l'étatisation et tout ce qui va dans le sens d'une autonomie de gestion des entreprises publiques va dans le sens de nos perspectives d'autogestion, car celle-ci est également tout le contraire de l'étatisation ;
 - * de plus, le secteur nationalisé doit être le secteur dominant de l'économie pour permettre la réalisation des objectifs du Plan, il faut donc qu'il soit élargi par ...
- la nationalisation de secteurs-clés de l'économie, nationalisation préconisée dès 1959, mais nationalisation dont les modalités n'ont rien à voir avec ce que nous connaissons dans la situation présente, car celle-ci met davantage le secteur public au service des intérêts privés plutôt que l'inverse. De plus, ainsi que l'indiquait le programme élaboré par le Conseil Confédéral de Décembre 1966, à l'occasion des élections législatives de 1967 : « Il apparaît nécessaire de nationaliser un certain nombre de secteurs-clés dont la rentabilité économique « est réelle et dont l'influence est telle sur l'ensemble de l'économie, et donc « sur la vie de la Nation, que leur nationalisation est justifiée économiquement « et politiquement ».

PAR AILLEURS, LA MAITRISE IMMEDIATE DES INVESTISSEMENTS ACTUELLEMENT PRIVES EST INDISPENSABLE.

C'est la définition de modalités de **contrôle du volume et de l'orientation de l'autofinancement** qui est ici en cause dans la première phase.

Le même document de décembre 1966 (Syndicalisme-Hebo du 4 Février 1967, No 112) préconise :

— la création dans les régions de programme de « Caisses Régionales d'investissement » fédérées dans une Caisse Nationale d'Investissement.

- Cette structure va également dans le sens de l'autogestion et entend éviter l'impact politique inévitable qu'aurait une Caisse unique et nationale d'inves-

tissements compétente pour l'ensemble du territoire. Cependant, il est évident que des modalités de péréquation doivent être mises en œuvre en fonction de notre objectif d'harmonisation de l'expansion sur l'ensemble du territoire.

L'autofinancement des entreprises doit — dès à présent — être soumis à des modalités qui permettent de contrôler son volume et son orientation, afin de soumettre l'investissement aux critères du Plan. On peut d'ailleurs considérer que lesdites modalités pourraient également être maintenues dans le cadre d'une économie autogérée, afin que les entreprises autogérées inscrivent bien leurs activités dans les cadres d'ensemble de la politique nationale du Plan.

On peut donc imaginer un système qui transformerait l'autofinancement en « provisions destinées à favoriser l'investissement et à être utilisées en fonction de l'évolution de la conjoncture économique ».

L'investissement deviendrait ainsi non seulement un élément essentiel de réalisation des objectifs à long terme du Plan, mais également un moyen puissant d'action conjoncturelle, car il est évident qu'une économie socialiste est contrainte également au respect d'un certain nombre d'équilibres économiques.

Lesdites « réserves d'investissements » déposées soit dans les C.R.I. ou la C.N.I. verraient leur utilisation subordonnée à un certain nombre de critères découlant de l'exécution du Plan dans le cadre de « contrats » entre les entreprises, les Caisses d'Investissements et le Plan.

Dans la situation présente, les Comités d'Entreprise pourraient être davantage concernés par la politique d'investissements pratiquée par les entreprises capitalistes. En effet, si l'investissement demeure de la RESPONSABILITE DE L'INVESTISSEUR en système capitaliste, il n'empêche qu'il conditionne le devenir de l'entreprise ainsi que la politique des salaires pratiquée par celle-ci. Or, les Comités d'Entreprises devraient pouvoir — dans la situation transitoire — exercer un rôle dans la politique d'investissements pratiquée par les chefs d'entreprises.

Si la C.F.D.T. a, en Août 1968, préconisé que les Comités d'Entreprises élargissent leurs responsabilités en direction d'un contrôle des « coûts de fabrication », ce n'est pas seulement pour faire échec à la politique clandestine des « contrats de programme » instaurée pour sortir, d'une part, du plan de stabilisation de Septembre 1963 (Plan Giscard d'Estaing), c'est aussi pour que les Comités d'Entreprises exercent, dès maintenant, une politique qualitative de contrôle de l'exercice des responsabilités des chefs d'entreprises capitalistes.

Ce dernier point nous fait toucher du doigt l'importance d'une réelle information des travailleurs. Nous pouvons dire à ce sujet avec A. SAUVY que « l'information est la clé de la démocratie ; elle en est à la fois la condition vitale et le test. Le socialisme peut, certes, s'en passer, il l'a prouvé jusqu'à l'extravagance, mais, en ce cas, il ne saurait être question de liberté ».

L'instauration d'un socialisme démocratique passe par la conquête de l'information, condition nécessaire d'une société où **tous** puissent véritablement accéder aux responsabilités économiques et politiques. Nous devons agir en ce sens pour obliger à un perfectionnement des appareils statistiques qui nous permettent de mieux appréhender la réalité (les revenus réels sont mal connus, les profits mal identifiés, etc...). Car, si l'obscurantisme aide au maintien du capitalisme, il n'est en aucun cas favorable au Socialisme démocratique dont nous nous réclamons.

Conclusions

CE qui précède fait prendre conscience de la profondeur de la remise en cause nécessaire : pour être possible sans un viol des individus, il est indispensable d'envisager et d'imaginer de nouveaux critères culturels à notre société qui doivent déboucher sur un nouveau type d'homme.

Cette transformation ne peut se faire que progressivement, mais c'est une raison supplémentaire de l'entreprendre simultanément aux autres formes de remise en question du système et du type de civilisation que nous subissons.

Nous sommes, en effet, installés dans un nombre infini de schémas traditionnels, profondément ancrés en nous au point de nous conditionner.

C'est la force essentielle du système que de pouvoir s'auto-alimenter du type d'aliénation des individus dont il est la source.

Ce n'est qu'en faisant prendre conscience du degré d'aliénation et de toutes les formes de conditionnement que secrète la « société de consommation » que nos camarades pourront envisager un type différent de développement ainsi que d'autres justificatifs à notre civilisation que cette consommation à outrance et le travail pour satisfaire aux besoins artificiellement créés par elle.

« La relation normale entre production et consommation est renversée ; maintenant, on admet qu'une production accrue est désirable pour maintenir au travail les usines, les machines et les hommes. Ainsi, un cercle vicieux est créé ; les gens doivent consommer afin de travailler. Cela n'a pas de sens », écrivons-nous dans « Etudes Economiques » de Novembre 1969.

Il apparaît donc indispensable que la dimension de notre combat soit posée non plus seulement en termes socio-économiques, mais aussi culturels et que cela ait une incidence directe sur notre conception de l'action syndicale.

Ce nouveau type d'hommes implique une nouvelle conception de la responsabilité dans l'immédiat.

L'aspiration à l'exercice de la responsabilité est un stimulant profond, surtout dans les couches sociales qui ont été cantonnées aux tâches d'exécution par le système qu'elles combattent.

Encore ne faut-il pas se méprendre sur le sens du mot responsabilité qui, par rapport aux critères du capitalisme, peut apparaître de l'irresponsabilité : la responsabilité du militant doit se concevoir par rapport à sa lutte et non par rapport au système et à ses rouages.

Dans l'immédiat, tout ce qui concourt à une démocratisation de l'enseignement, à l'insertion d'une formation économique critique dans les programmes d'enseignement, à l'extension des pouvoirs économiques de contrôle dans des organismes existants, tels que les comités d'entreprise, par exemple, sont des moyens indispensables à un élargissement de la prise de conscience au-delà d'une avant-garde militante.

Le changement qualitatif introduit dès la formation, puis dans l'élaboration des revendications dans le cadre du capitalisme, est déjà un moyen susceptible de ne pas maintenir la critique du système à son seul aspect réformiste des « manques sociaux ». L'exigence de « réformes de structures » est un moyen de sortir de la simple critique sociale du capitalisme et d'amener les travailleurs à s'interroger sur le type « culturel » de société qui, demain, leur servira de base pour la construction d'un socialisme démocratique.

Comme l'écrit André GORZ,

« Il ne s'agit pas de concevoir les réformes de structure comme octroyées par l'Etat bourgeois à la suite d'un compromis négocié avec lui et qui laisserait son pouvoir intact. Mais de les concevoir comme des cassures infligées au système par des assauts dirigés contre ses charnières. Le propre d'une pareille stratégie, c'est qu'elle vise, par des victoires partielles, à ébranler profondément l'équilibre du système, à aggraver ses contradictions, à approfondir sa crise et, par une succession de ripostes et contre-ripostes, à porter la lutte des classes à un niveau et à une intensité de plus en plus élevés. Lutter pour des solutions de rechange, des réformes de structures (c'est-à-dire pour des objectifs intermédiaires), ce n'est pas lutter pour un aménagement du système capitaliste, mais pour y ouvrir des brèches, pour lui imposer des limites, pour y créer des contre-pouvoirs qui, loin d'aboutir à un nouvel équilibre, disloquent ses bases mêmes ».

Cela implique une d'autant plus parfaite conscience du type de civilisation à promouvoir que le capitalisme possède de fortes facultés de récupération et tentera, souvent avec succès, d'intégrer toutes les formes de « contre-pouvoirs » qui lui seront opposées.

Si le capitalisme peut, en partie, être l'accès d'un plus grand nombre au bien-être, il ne l'est qu'en exploitant les capacités et les richesses au profit d'un petit nombre.

Il n'est pas, il n'est jamais un système qui permette l'accès de TOUS AU MIEUX-ETRE et à cet élargissement des responsabilités auquel prétend le socialisme démocratique.

